

LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 173

MONTRÉAL, LES SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 AOÛT 1997

4 CAHIERS - 1,97\$ + TPS + TVQ

FORMES

Une exposition du Centre d'histoire de Montréal sur l'expo 67, page D 8



LE MONDE

Le cabinet palestinien remet en bloc sa démission à Arafat, page A 5



LES ARTS

Louise Forestier, le prix de l'authenticité, page B 1



LIVRES

Un musicien et son roman, page D 1

PERSPECTIVES

Power trip, vraiment?

Dans sa livraison de cette semaine, le magazine *Time* consacre un dossier au profond ressentiment que susciteraient les «manières brutales et arrogantes» des États-Unis sur la scène internationale. Seule superpuissance, l'Amérique aurait perdu toute contenance.

Le magazine américain aime les «unes» accrocheuses. Pour illustrer ce dossier, les graphistes de *Time* ont dessiné le corps d'un homme aux muscles hypertrophiés auquel ils ont attaché la tête de l'aigle américain qui orne le roi-dollar. L'hybride roule les mécaniques alors que la couverture de l'hebdomadaire est barrée d'un titre énorme: «Power Trip». La thèse développée par les auteurs de l'article est simple: après avoir promis il y a quelques années un nouvel ordre mondial, les États-Unis n'en feraient plus qu'à leur tête, provoquant ainsi le ressentiment de la planète entière et, particulièrement, des alliés japonais, canadiens et européens. Un éditorial du quotidien *Le Figaro* dressait le même constat au lendemain du sommet de l'OTAN, tenu à Madrid au début de juillet. L'auteur soulignait qu'au lendemain de la guerre du Golfe, les États-Unis avaient hésité entre l'isolationnisme et l'unilatéralisme, mais qu'ils penchaient maintenant pour la seconde voie. Il écrivait que «la liste de leurs diktats s'allonge de mois en mois: désignation du secrétaire général de l'ONU, exclusion de l'Europe des négociations israélo-palestiniennes, in-

jonction faite aux alliés de l'Amérique d'avoir à se rallier à l'embargo contre Cuba et l'Iran, stratégie d'élimination conduite par Boeing, avec l'appui de Washington, à l'encontre de l'industrie aéronautique européenne». Et l'éditorialiste ajoutait que la décision américaine de ne permettre qu'à trois pays d'adhérer à l'OTAN était une humiliante rebuffade pour les alliés.

Présentées ainsi, les pièces à conviction du procès intenté contre les États-Unis semblent accablantes. Pourtant, en y regardant de plus près, elles révèlent plutôt l'inconstance d'alliés qui auraient pourtant tous les moyens d'influencer les Américains. Qu'on en juge.

Passons rapidement sur la désignation du secrétaire général de l'ONU. Son mode de sélection est si inique que tous les membres du Conseil de sécurité qui ont dénoncé le veto américain à la réélection de Boutros Boutros-Ghali auraient fait exactement la même chose si le candidat ne leur avait pas plu. Quant aux négociations au Proche-Orient, si l'Europe en est exclue, c'est qu'elle est divisée sur la stratégie à suivre et que ni Israël, ni l'OLP, ni les pays arabes ne croient vraiment à sa médiation. La pitoyable gestion du drame yougoslave est là pour rappeler l'impéritie des Européens. Sur la question de l'embargo contre Cuba et l'Iran et sur celle de la rivalité entre Boeing et Airbus, les Européens, mais aussi les Japonais et les Canadiens, sont en terrain plus

solide. Leurs arguments et leur solidarité font reculer les États-Unis. Washington a bien approuvé les lois contre le commerce avec ces deux pays, mais n'applique pas les mesures de rétorsion contre ses alliés. Et le différend sur l'industrie aéronautique vient de se régler à la satisfaction des Européens qui avaient fait front commun dans le dossier de la fusion entre Boeing et McDonnell-Douglas.

Enfin, sur la question de l'élargissement de l'OTAN, tant les États-Unis que les Européens ont fait preuve d'entêtement. Les seconds voulaient accueillir cinq nouveaux membres, mais l'Amérique en a imposé trois. Froissé, le président français, Jacques Chirac, n'a pas hésité, lors de la cérémonie de clôture du sommet de Madrid, à montrer sa déception en y allant d'une stupéfiante déclaration à l'effet que «la France n'a pas l'intention d'augmenter sa contribution à l'OTAN du fait de l'élargissement». Un commentaire aussi capricieux de la part de celui qui réclamait avec tant d'insistance l'adhésion de cinq pays donne raison a posteriori aux Américains de s'être montrés prudents.

Power Trip, vraiment? Certes, les États-Unis dominent encore largement et disposent toujours de tous les éléments qui en font la seule et unique superpuissance. Pourtant, on ne peut s'empêcher de constater que leur influence n'est plus ce qu'elle était. D'autres centres de pouvoir émergent et se renforcent. En fait, les Américains sont bien conscients que leurs triomphes actuels, et momentanés, résultent de la faiblesse des autres. Si les alliés cessaient de se présenter en ordre dispersé, ils pourraient mieux se faire entendre des États-Unis. Le président de General Motors, John Smith, ne disait pas autre chose lorsqu'il affirmait récemment, au sujet de la monnaie unique, qu'«avec l'euro, l'Europe sera plus dangereuse».

MÉTÉO

Montréal Averses.	Québec Averses.
Dimanche: ciel variable.	Dimanche: soleil.
Max: 26 Min: 14	Max: 24 Min: 17

Détails, page C 7

INDEX

Agenda..... B 7	Éditorial..... A 6
Annonces..... C 5	Livres..... D 1
Les Arts..... B 1	Le monde..... A 5
Avis publics..... C 7	Les sports..... C 8
La Bourse..... C 4	Montréal..... A 3
Économie..... C 1	Mots croisés..... C 7

www.ledevoir.com

La facture de 500 millions: les municipalités se réunissent à Montréal

L'UMQ au bord de l'éclatement

Au tour des banlieues de l'île de Montréal de présenter leur solution de rechange au pacte Trudel

MARIE-ANDRÉE CHOUNARD
LE DEVOIR

Alors que les derniers jours n'ont servi qu'à dévoiler le profond déchirement du monde municipal, c'est aujourd'hui que les municipalités doivent vider leur sac et s'entendre pour présenter au ministre des Affaires municipales Rémy Trudel une façon équitable de régler la note.

Rien n'indique que le consensus sera possible. Hier encore, un autre regroupement de municipalités a présenté sa solution miracle. Aux cris des villes-centres, des banlieues de la région de Québec, des couronnes nord et sud

de Montréal et de tous ces patelins qui ont déjà annoncé leurs couleurs quant au transfert de responsabilités assorti d'une facture salée de 500 millions, s'est ajoutée la position de la Conférence des maires de la banlieue de Montréal (CMBM), regroupant toutes les villes situées sur l'île de Montréal à l'exception de Montréal elle-même.

Au nom de l'équité, la CMBM rejette à la fois la proposition présentée par le ministre Trudel en juin dernier et celle de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), qui servira de base de discussion à l'assemblée spéciale qui se tient à Montréal cet après-midi. Dirigé par le maire de Westmount, Peter F. Trent, le regroupement retient donc

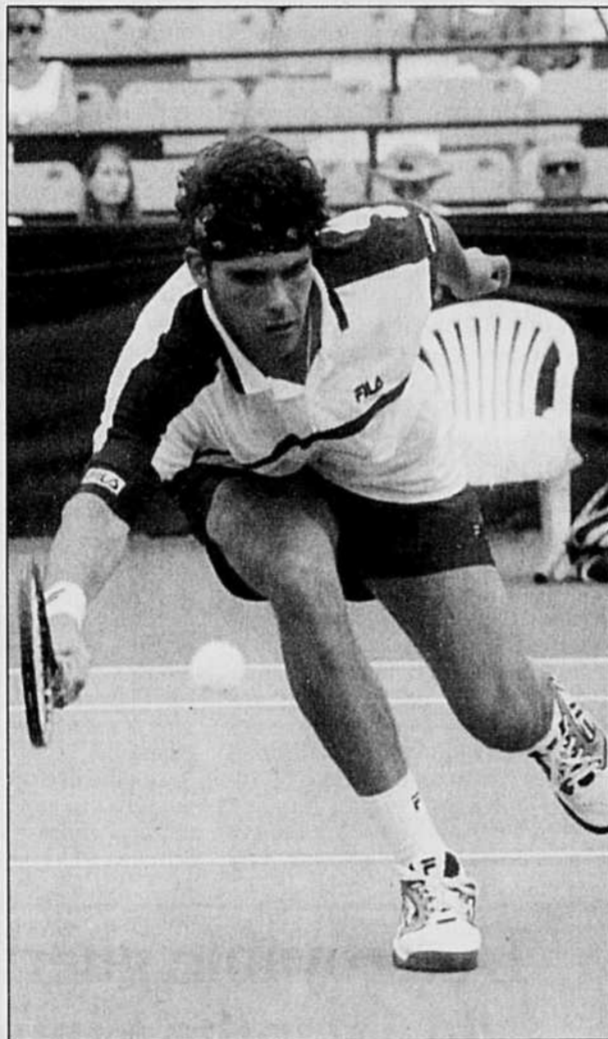
uniquement de la proposition du ministre le recours au transport scolaire pour éponger 419 des 500 millions demandés par Québec au monde municipal.

Dans le plan Trudel, le recours au transport scolaire constitue la principale mesure d'économie proposée aux municipalités. Sy greffent une série de mesures allant du

VOIR PAGE A 8: UMQ

■ Daniel Johnson accuse Québec «de fraude et d'hyprocrisie», page A 2

Têtes qui roulent



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LES GROS NOMS se font éliminer précocement aux Internationaux de tennis du Canada. Après Goran Ivanisevic et Thomas Muster, c'était au tour hier de Mark Philippoussis (à droite), battu 6-4, 6-4 par l'Américain Chris Woodruff (à gauche), qui passe ainsi en demi-finale. L'avantage, c'est que le tournoi de Montréal voit éclore des joueurs jusque-là très peu connus. Et les Montréalais, bon public à défaut de connaître les moindres subtilités de l'étiquette du tennis, se prennent d'affection pour ces joueurs moins connus. Lire nos reportages, page C 8.

Le Forestier au sommet de sa forme chante Brassens au hasard

Maxime Le Forestier a repris la vitesse Grand V des débuts de carrière

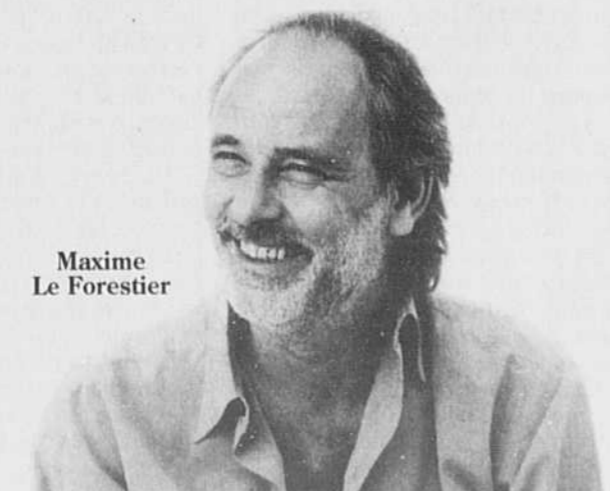
MARTIN BILODEAU

À l'automne 1972, à Bobino, une salle parisienne très «chanson française», Georges Brassens chante *Mourir pour des idées: «Mourir pour des idées / L'idée est excellente / Moi j'ai failli mourir / De ne l'avoir pas eue»*. En première partie du spectacle, un inconnu du nom de Maxime Le Forestier, jeune poète de 25 ans, modèle type du soixante-huitard, entonne une poignée de chansons — *San Francisco, Education sentimentale, Comme un arbre* —, les premières d'un véritable collier de perles qu'il enfilerait depuis. Parmi ces chansons, *Parachutiste* se détache du peloton, presque comme une réplique à la «toute-

du Gorille: «Tu avais juste dix-huit ans / Quand on t'a mis un béret rouge / Quand on t'a dit "rentre dedans / Tout ce qui bouge" / C'est pas ex-près qu'étais fasciste / Parachutiste».

«Ce spectacle est en grande partie responsable du lancement de ma carrière», se rappelle Maxime Le Forestier, rejoint au téléphone depuis sa résidence de Bretagne, où il se repose entre deux spectacles. Ce concert consacré au répertoire de Brassens, il l'a promené un peu partout en France (puis au Festival d'été de Québec, où il a reçu le prix Miroir de la chanson d'expression française), dans la foulée de la récente parution de *12 nouvelles de Brassens*, un disque magnifique, composé de chansons inédites de Brassens, que Le Forestier projetait de chanter depuis une dizaine d'années. Oh! entre-temps, il en avait bien poussé quelques-unes, des pirates, pour les copains d'abord...

Pourtant, avec l'excellent album *Passer ma route* (1995), l'album-concert à l'Olympia (1996) et la très agréable compilation (*Essentielles*, 1997) qui ont suivi, sans oublier les trois disques Sol en Si, auxquels il participe activement, Maxime Le Forestier a repris la vitesse Grand V des débuts de carrière. *12 nouvelles de Brassens* aurait pu être le disque creux-de-vague, le témoignage d'un auteur-compositeur-interprète en panne d'inspiration. Or, le disque et le concert



Maxime Le Forestier

VOIR PAGE A 8: LE FORESTIER

■ Lire autres reportages sur les FrancoFolies, page A 4

La rencontre des premiers ministres provinciaux

Le tabou de l'unité nationale est sur toutes les lèvres

Le Canada anglais se déchire sur les moyens de sauver le pays sous l'œil amusé de Québec

Rares sont ceux qui avouent vouloir en parler, mais le sujet est sur toutes les lèvres. À la veille de la rencontre annuelle des premiers ministres provinciaux, l'unité canadienne et son ombre, la Constitution, s'imposent comme un incontournable sujet de discussions. Un des défis des premiers ministres, cette semaine à St. Andrew's, sera d'éviter la cacophonie.

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Qu'on se le tienne pour dit. La question de l'unité nationale ne figure pas à l'ordre du jour officiel de la conférence des premiers ministres provinciaux qui aura lieu du 6 au 8 août, au Nouveau-Brunswick.

Le thème de la Constitution sera encore plus tabou. Ce mot fait si peur que le premier ministre albertain Ralph Klein a déjà dit qu'il quitterait la pièce s'il était prononcé.

Pourtant, l'envie de discuter de ces dossiers tenaille plu-

VOIR PAGE A 8: TABOU

À cinq ans, mon frère m'a dit je t'aime

Durant 15 ans, Lise Vaillancourt s'est consacrée à la scène de bien des manières. Elle a écrit, joué, animé des ateliers et géré des compagnies. Elle se consacre dorénavant exclusivement à l'écriture. Auteur d'une douzaine de pièces de théâtre, elle a publié deux romans, *Le Journal d'une obsédée* (Éditions des Herbes rouges, 1993) et *L'Été des eiders* (Leméac, 1996). Ce dernier roman lui a valu d'être finaliste aux prix littéraires du Gouverneur général.

LISE VAILLANCOURT

O nze août 1959. Mon frère a appris aujourd'hui, de la bouche de son médecin, qu'il ne vivra pas vieux. Le docteur a averti ma mère cet après-midi: «Avec les problèmes respiratoires qu'il a, ça m'étonnerait qu'il passe le cap des vingt-et-un ans. Il a déjà le cœur d'un vieillard. Tenez, prenez cette prescription. Ne vous étonnez pas quand on vous donnera des cigarettes à la pharmacie. C'est la dernière trouvaille pour les asthmatiques! Ça vient de Russie». Depuis une heure, je fais la même chose que mon frère. J'écris à côté de lui sans dire un mot. Il m'a laissée m'asseoir à sa table de travail. Habituellement, il ne m'accepte jamais dans sa chambre. Mon frère a seize ans. Moi, j'en ai cinq. Je regarde mon frère écrire ses poèmes en tirant sur sa cigarette russe et je fais comme lui. Je dessine de petites vagues d'un bout à l'autre d'une ligne et je recommence sur l'autre



Jeune littérature

VOIR PAGE A 8: À CINQ ANS

• LES ACTUALITÉS •

L'invitation des ministres

Non merci, dit la Croix-Rouge

DENNIS BUECKERT
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Plutôt que d'accepter un rôle restreint, la Croix-Rouge canadienne a décidé de se retirer complètement du système d'approvisionnement et de gestion du sang.

La Croix-Rouge décline ainsi l'invitation que lui avaient faite les ministres de la Santé de continuer de recruter des donneurs sous l'égide d'une nouvelle agence canadienne du sang. L'annonce faite hier par la Croix-Rouge, au terme d'une réunion à huis clos de son conseil des gouverneurs, sème toutefois l'inquiétude quant au bon fonctionnement du système du sang pendant la période de transition, d'autant plus que l'on observe déjà une pénurie de sang à l'échelle du pays.

La décision des gouvernements fédéral et provinciaux — à l'exception du Québec, qui entend se doter de son propre système — de confier à une nouvelle agence nationale la gestion des produits sanguins risque en effet de détourner de la Croix-Rouge certains donneurs.

Le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, et son homologue du Nouveau-Brunswick, Russell King, se sont d'ailleurs empressés d'émettre une déclaration conjointe — au nom de tous les ministres canadiens de la Santé — pour réclamer «une transition harmonieuse» et inciter les Canadiens à continuer à faire don de leur sang.

«La période de transition n'a pas encore été définie, mais toutes les parties reconnaissent que cette transition doit s'effectuer le plus rapidement possible», ajoute le communiqué ministériel.

La présidente du conseil des gouverneurs de la Croix-Rouge, Janet Davidson, a déclaré que le conseil avait sérieusement considéré la proposition des ministres de la Santé de lui confier la tâche du recrutement des donneurs au sein de la nouvelle agence.

«Nous sommes d'avis qu'il est dans le meilleur intérêt des Canadiens de permettre à la nouvelle agence de conserver les opérations du programme de sang de façon intégrée, a-t-elle dit par voie de communiqué. L'intégration est la seule façon d'assurer des responsabilités claires et la transparence du système, de même que la sécurité et l'innocuité des approvisionnements.»

Johnson accuse Québec de cacher le déficit

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Saint-Jean-Port-Joli — Le chef libéral Daniel Johnson accuse le gouvernement de Lucien Bouchard de «fraude et d'hypocrisie» en prétendant réduire le déficit du Québec alors qu'il le transfère aux municipalités.

À la veille de la réunion extraordinaire de l'Union des municipalités du Québec sur la façon de disposer de la facture de 500 millions que le gouvernement veut lui transmettre, M. Johnson accuse le gouvernement du Parti québécois de «cacher le déficit plutôt que de tenter de le baisser».

Le chef libéral s'est inquiété de la stratégie du gouvernement de «diviser» les maires en donnant à penser qu'ils se déchirent entre eux. Il a dit aussi ne pas voir la logique par laquelle le gouvernement transfère la responsabilité du transport scolaire aux municipalités, particulièrement dans les zones rurales où les petites municipalités n'ont jamais été impliquées dans le transport en commun.

À l'issue d'une réunion de deux heures de son groupe parlementaire, le chef de l'opposition libérale s'en est pris aux façons d'agir du gouvernement que dirige Lucien Bouchard.

«On ne construit pas une société solide à coups de poing et à coups de bâtons sur la tête», a-t-il dit.

M. Johnson a constaté chez les Québécois plusieurs autres motifs d'insatisfaction à l'endroit du gouvernement péquiste, notamment l'insécurité ressentie par les personnes âgées aux prises avec des problèmes de santé et l'augmentation des taxes scolaires, particulièrement à Montréal.

«C'est une mascarade financière qu'on va dénoncer. C'est hypocrite, fraudeux et inacceptable», a lancé le chef libéral. Par contre, dans le dossier constitutionnel, Daniel Johnson croit déceler de plus en plus d'interventions favorables à un renouvellement du fédéralisme.

«Il faut multiplier les interventions allant dans le sens de ce que veulent les Québécois. De plus en plus de gens vont au bâton pour cet objectif», a dit M. Johnson à la suite de la sortie, en début de semaine, du Conseil canadien des chefs d'entreprises.

Il a de plus cité les déclarations de certains premiers ministres des autres provinces en vue de la Conférence des premiers ministres, qui se tiendra la semaine prochaine au Nouveau-Brunswick. «Des éléments de notre programme se retrouvent dans ces discours et dans ces interventions», s'est réjoui le chef libéral.

Toutes les interventions ont deux points en commun, a noté le chef de l'opposition: elles parlent de la nécessité d'améliorer le fédéralisme canadien et admettent la reconnaissance du Québec comme société unique.

Le chef libéral s'est aussi réjoui de l'idée du premier ministre ontarien Mike Harris d'impliquer la population de sa province dans un vaste débat public sur l'avenir du Canada.

L'échec de la réforme constitutionnelle en 1990 a été attribuable au fait qu'il y a eu «un fossé» entre les élus et la population, qui a mené à une «incompréhension du vocabulaire et des enjeux», juge M. Johnson. «Je ne vois pas de recul quand MM. [Ralph] Klein [de l'Alberta] et Harris veulent embarquer le monde dans leur démarche», a-t-il estimé.

Le chef de l'opposition participera aujourd'hui aux travaux de la Commission jeunesse du Parti libéral, qui se réunira à La Pocatière.



ARCHIVES LE DEVOIR
Sviatoslav Richter au piano, en 1978.

Sviatoslav Richter

Mort d'un géant de la musique

DAVE CARPENTER
ASSOCIATED PRESS

Moscou — Sviatoslav Richter, l'un des plus grands pianistes du vingtième siècle, est mort d'une crise cardiaque, hier, à la clinique centrale de Moscou. Il avait 82 ans.

Sviatoslav Richter, qui était encore en France il y a un mois, pays où il résidait généralement, s'était plaint de douleurs à la poitrine jeudi, alors qu'il était dans sa maison de campagne des environs de Moscou.

Ses obsèques auront lieu lundi, a annoncé le ministère russe de la Culture. Elles auront pour cadre le cimetière de Novodevitchi à Moscou, où reposent de nombreux artistes russes, dont les compositeurs Dimitri Chostakovitch, Alexandre Scriabine et Sergueï Prokofiev.

Richter était devenu le grand pianiste des années quarante en Union soviétique avant d'acquiescer une renommée internationale qui lui avait permis d'effectuer des tournées dans le monde entier. Ses apparitions s'étaient faites plus rares ces dernières années.

Sa parfaite maîtrise technique lui avait permis d'avoir un répertoire comprenant pratiquement tous les styles, de Bach à Debussy, de Prokofiev à Chostakovitch. Jusqu'à la veille de sa mort, il passait encore trois heures par jour à jouer du piano.

Le régime soviétique l'avait couvert d'honneurs — et de médailles. Il avait reçu notamment le prix Lénine en 1961 et s'était vu décerner le titre de «Héros du travail socialiste» en 1975. Hier soir, la chaîne NTV l'a qualifié de «symbole de [leur] pays, symbole de la culture européenne et interprète de premier plan».

À Paris, le ministre de la Culture Catherine Trautmann a salué la mémoire du pianiste: «Avec la disparition de Sviatoslav Richter, nous perdons l'un des plus grands pianistes virtuoses de notre époque.»

«Il avait fait honneur à la France de la choisir comme lieu de résidence», a souligné pour sa part le premier ministre Lionel Jospin. «Ce soir, l'art est en deuil.»

Né le 20 mars 1915 à Jitomir, en Ukraine, Sviatoslav Theophilovitch Richter avait appris la musique de son père, pianiste et organiste. Il avait dirigé ses premiers orchestres encore adolescent et donné son premier concert solo en 1934. Après avoir été à la direction de l'opéra d'Odessa de 1933 à 1937, Richter avait étudié au conservatoire de Moscou sous la direction d'un autre grand du clavier, Heinrich Neuhaus.

Il vivait à Paris ces dernières années et avait subi une opération à cœur ouvert il y a huit ans, à Zurich. Un membre de sa famille a déclaré à l'agence Interfax que Sviatoslav Richter n'était revenu de Paris que le 5 juillet dernier, «comme s'il avait senti sa mort et avait souhaité passer ses derniers jours sur sa terre natale».

L'incroyable guérison de Jacinthe Simard

«On dit que je fais mentir les statistiques»

PIERRE APRIL
PRESSE CANADIENNE

Baie-Saint-Paul — La présidente de l'Union des municipalités régionales de comtés Jacinthe Simard récupère merveilleusement; elle retrouve la forme avec une rapidité incroyable et promet de reprendre du service très bientôt.

Victime de la rupture d'un anévrysme au cerveau le 6 juin dernier, durant un discours aux membres de l'UMRCQ, Mme Simard s'était affaissée. Pendant plusieurs jours, même si personne n'osait prédire le pire, certains n'hésitaient pas à affirmer qu'elle ne pourrait jamais reprendre ses exigeantes fonctions de maire de Baie-Saint-Paul, de préfet de la MRC de Charlevoix et de présidente de l'UMRCQ.

C'est que de telles attaques foudroyantes au cerveau occasionnent normalement des séquelles irréparables et sont souvent mortelles. Au cours d'une entrevue accordée à la Presse canadienne à son domicile de Baie-Saint-Paul, mercredi, Mme Simard a raconté cette terrible épreuve et comment, à force de se concentrer et de croire à sa réhabilitation, elle s'en est aussi merveilleusement sortie.

«J'ai pris conscience de ce qui s'était passé, deux semaines après l'accident, précise-t-elle. Durant la période où j'ai subi toutes sortes d'interventions, je ne savais pas ce qui se passait.»

Sa plus grande surprise «a été de constater que tout le monde autour d'elle était bouleversé et en émoi parce qu'elle avait passé si près de la mort.»

L'autre choc terrible, pour cette femme habituée à l'action, a été de se retrouver clouée au lit, dans l'incertitude, presque incapable de bouger. «Lorsque j'ai pris conscience, dit-

elle, que je passais d'une période très motivante et active à un état où je devais davantage me battre pour ma survie et ma guérison, j'ai été bouleversée.»

Elle a pensé au chemin parcouru, à ses proches, ses amis et collaborateurs. Elle a refusé d'abandonner. Sa guérison et son retour sont devenus ses seuls objectifs. «La décision finale n'est pas encore prise, souligne-t-elle. Je suivrai les recommandations de mon médecin et consulterai ma famille.»

Immédiatement après cette courte réserve, elle s'empresse d'ajouter: «J'espère que mes proches vont bien me comprendre et qu'ils vont être soucieux de ce qui me motive. Les affaires municipales, ça me passionne.»

Pour l'instant, Mme Simard entend bien respecter la consigne de son médecin qui lui a prescrit une convalescence jusqu'au mois de septembre. Déjà, cependant, elle parle d'effectuer quelques sorties, dès la mi-août, pour rencontrer ses collaborateurs de l'UMRCQ, président l'ouverture des assemblées du conseil municipal de Baie-Saint-Paul et de la MRC de Charlevoix, «pour que dans [son] entourage on soit en mesure de constater qu'elle a progressé et que, si la tendance se maintient, elle pourra être présente à la réunion suivante.»

«Je pense», souligne-t-elle l'œil brillant et le sourire en coin, que je serai obligée de m'activer avant la fin de la période de convalescence. On dit que je fais mentir les statistiques.»

Les témoignages d'affection qu'elle a reçus «des alliés et de ceux avec qui [elle] ne partage pas toujours les idées» ont été un véritable tonique.

«Ce sont des ondes positives, dit-elle, qui nous poussent à guérir... L'affection qu'on nous prodigue dans ces moments difficiles, c'est notre paie.»



Jacinthe Simard

Pas besoin d'avoir un nom qui commence par CLUB ou qui finit par MART pour offrir les plus bas prix en ville!

C'est notre 30^e solde annuel!

Ecoulement mur-à-mur!

Literie

Le plus grand choix à Montréal, aux prix garantis les plus bas!

Wamsutta Springmaid Dan River Kildarast
CANNON MARIEX lowrence SHEFTEX

Ensemble de draps en percale 180 fils au pouce carré

Simple 16⁹⁵\$ Grand 32⁹⁵\$
Double 26⁹⁵\$ Très grand 49⁹⁵\$

Oreiller Beautyrest Oreiller de duvet
7⁹⁵\$ 29⁹⁵\$

Édredons

Édredons de duvet d'oie blanche

Construction en cloisons 12 po
Simple 69⁹⁵\$
Double 89⁹⁵\$
Grand 99⁹⁵\$
Très grand 139⁹⁵\$

Le plus grand choix à Montréal, aux prix garantis les plus bas!

CANNON

Descentes de bain 5⁹⁵\$

MARIEX

Serviettes de bain 3⁹⁵\$ (légères imperfections)

ROYAL VELVET

Bain 9⁹⁵\$
Essuie-main 6⁹⁵\$
Débarbouillette 3⁹⁵\$

Bain

STEVEN'S MARIEX CANNON

Matelas

Le plus grand choix de matelas Sealy et Simmons aux plus bas prix!

Livraison gratuite Cadre de lit gratuit (avec ens. de matelas)

Retrait gratuit de vieux matelas Installation gratuite

SIMMONS

Tout nouveau profil avec ressorts indépendants pour un confort et un support ultime.

Beautysleep Evasion de Simmons

Simple 169\$ ens. 329\$
Double 249\$ ens. 399\$
Grand 279\$ ens. 449\$

Charmeur de Sealy

Simple 99\$ ens. 199\$
Double 139\$ ens. 269\$
Grand 169\$ ens. 329\$

LITS EN LAITON ET FER • TAPIS et BOUTIQUE POUR BÉBÉ

Le plus grand selection aux plus bas prix garantis!

lepine

Service à domicile GRATUIT 341-7810!

Stores horizontaux et verticaux • plissés • stores en bois romains • dentelles • cantonnières bouffantes • tentures parures complexes • tissus • parures de lit sur mesure plus encore!

HunterDouglas Levolor draco

Tognana

Économisez 80% sur la porcelaine, la verrerie, Danube

Ensemble 20 pièces (pour 4)

Prix courant 250⁰⁰\$

Prix spécial 49⁹⁵\$

Parures de Fenêtres

Jusqu'à 50% de rabais sur le prix suggéré

Porcelaine

Économisez jusqu'à 50% sur la porcelaine, la verrerie, la coutellerie et les articles-cadeaux!

Royal Doulton • Mikasa • Wedgwood

Villeroy et Boch • Noritake • Orrefors • Oneda

Guy Degrenne • Kosta Boda • Lenox • Waterford

Meyer • Lagostina • Rosenthal • et autres!

Batteries de cuisine

MEYER

Ensemble professionnel - 11 morceaux en acier inoxydable. Garantie de 25 ans.

Prix courant 350⁰⁰\$ Prix spécial 139⁹⁵\$



TEFAL demagre LAGOSTINA LE CREUSET

Appareils ménagers

Cuisinart

Petit robot culinaire

Prix courant 39⁹⁵\$

Prix spécial 27⁹⁵\$



Cadeaux

Économisez 80% Plateau en argent avec médaillon en or décoratif. Prix courant 50⁰⁰\$

Prix spécial 9⁹⁵\$

Nouveau! SUPER SECTION DE LIQUIDATION!

ÉCONOMISEZ 50% - 90% sur des stocks évalués à plus de 1 000 000 \$



LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON LINEN CHEST

Nos prix sont imbattables! Comparez, vous serez convaincu!

Centre ROCKLAND 341-7810 Place Portobello BROSSARD 671-2202 Les Galeries LAVAL 681-9090 Les Promenades de la CATHÉDRALE 282-9525

LE DEVOIR MONTREAL

Les Fêtes gourmandes

Exotisme au menu

MARC CASSIVI
LE DEVOIR

Frissée de Lambi des Antilles, Haromaki du Japon, chausson d'émou de la Mauricie, saucisse d'alligator louisianais, cretons de cheval, terrine de loup marin, pieuvre, bison, sanglier: le prochain menu, quasi lyrique, des sixièmes Fêtes gourmandes sera, comme les années précédentes, relevé, varié et décidément exotique.

Du 7 au 17 août, à l'île Notre-Dame, cette grande fête de la gastronomie se proposera de nouveau de faire découvrir aux gourmets de tout acabit, fins et moins fins, saveurs et effluves odoriférants souvent méconnus de mets provenant de tous les continents. Des plats inusités, habituellement inabordable, qui, servis en petite quantité, permettront à tous des dégustations surprenantes, à petits prix (3 \$).

«Il ne faut pas oublier ce qui est québécois à travers tout cet exotisme, préviennent Jacqueline Vézina, femme d'affaires aguerrie, instigatrice de ces Fêtes gourmandes. Cet événement est aussi un hommage à la terre de chez nous, qui nous comble de ses récoltes au mois d'août.»

L'épicerie des produits régionaux proposera notamment la gelée aux pissenlits, le vinaigre aux bleuets, la terrine colin, porto et fines herbes, la moutarde aux pommes, la tartine aux cerises de terre, etc. Des recettes originales du terroir québécois auxquelles s'ajoutent près de 200 trouvailles à la Vitrine des produits régionaux. Le Centre culturel des amis des Amérindiens proposera quant à lui des mets traditionnels de diverses nations autochtones, tel le pain bannock, ainsi que des plats de lapin et de caribou.

On bouffera donc comme des dieux, et on dansera aussi — comme des pieds? — cette année aux Fêtes gourmandes, précise Mme Vézina. Les rythmes seront évidemment internationaux, entraînés par les airs de groupes tzigane, brésilien, cubain et bavarois qui, comme la formation québécoise La Vesse-du-loup, animeront l'île Notre-Dame en après-midi et en soirée. Et c'est sans compter le concours de danse quotidien — merengue, samba, tango, etc. — et la discothèque, qui fera feu, flèche, lumière, alouette dès 21h.

Avec un budget qui dépasse le million de dollars, les jeunes Fêtes gourmandes, que Jacqueline Vézina voulait d'abord locales, s'intègrent désormais sans gêne dans le paysage estival chargé de Montréal, ponctué comme on le sait par le Festival inter-

national de jazz, les FrancoFolies et le Festival Juste pour rire.

«Il serait faux de prétendre que les Fêtes gourmandes attirent des touristes comme ces événements d'envergure, constate Mme Vézina. Mais c'est ce à quoi l'on tend. Nos Fêtes commencent à faire bouler de neige; 17 % de notre public provenait de l'extérieur l'an dernier.»

Depuis quelques jours déjà, nombre d'ouvriers s'affairent à préparer les différentes installations, à ériger les kiosques, qui seront sensiblement au même nombre que l'an dernier, entre 75 et 100, et même à acheminer de l'électricité vers l'île. Un grand chantier consacré aux plaisirs de la table. «Montréal a besoin de cette image de gastronomie internationale. C'est un atout de plus dans son jeu, croit Jacqueline Vézina, qui a créé ces Fêtes gourmandes en 1992, pour souligner le 350^e anniversaire de Montréal et le 25^e de l'Expo 67. Peu de gens savent que c'est l'Expo qui a fait découvrir la cuisine de différents pays aux Montréalais.»

Les Fêtes gourmandes innoveront par ailleurs cette année avec une dégustation de vins millésimés et une kyrielle de concours, concours d'ouvriers d'huitres, concours d'éplucheurs de blé d'Inde, concours d'avalesurs de gâteaux et concours de découverte d'œufs d'auteurs, aux prix, d'ailleurs, tout aussi farfelus. La proposition la plus alléchante? Celle du chocolatier André Schott, certes, qui offrira au gagnant son poids en chocolat.

L'animation sera entre autres assurée par des amateurs publics, des clowns et des maquilleurs. L'animation sera entre autres assurée par des amateurs publics, des clowns et des maquilleurs. L'animation sera entre autres assurée par des amateurs publics, des clowns et des maquilleurs.

Le «chef gourmand», Bernard Label, amusera quant à lui, par ses jongleries, les plus petits, pour qui un espace de jeux a été aménagé cette année, afin de donner un moment de répit aux parents. «Nous avons remarqué l'an dernier que notre clientèle était effectivement très familiale», note Mme Vézina, qui conseille par ailleurs aux visiteurs de se rendre à l'île Notre-Dame en transports en commun.

On pourra se rendre aux Fêtes gourmandes du dimanche au jeudi, de 11h à 23h, et le vendredi et le samedi, de 11h à minuit. L'entrée coûte 4 \$ (c'est gratuit pour les enfants de moins de 12 ans), mais l'on peut se procurer un coupon-passeport de 7 \$ pour toute la durée de l'événement. «C'est une magnifique fête champêtre, lance Jacqueline Vézina, qui compte parmi ses nombreuses réalisations la création du Salon de la femme. C'est l'événement de ma vie, celui qui me tient le plus à cœur.»



Jacqueline Vézina

«Cet événement est aussi un hommage à la terre de chez nous, qui nous comble de ses récoltes au mois d'août.»

Jeux du Québec

La finale des premières

La 33^e finale des Jeux du Québec, lancée hier matin à Montréal, sera décidément placée sous le signe des «premières». Première finale montréalaise, première finale internationale, première finale médiatisée à Lyon, à Tunis comme à Hanoï. Quand le régional devient international...

MARC CASSIVI
LE DEVOIR

Le verbe haut, arabe surtout, qui fuse, le survêtement sportif d'un rouge vif qui interpelle, le groupe de jeunes athlètes, massé près du quai, méro Crémazie, ne passe pas inaperçu. Le sourire loin d'être furtif, ces jeunes joueurs de soccer et de volley-ball tunisiens manifestent bruyamment leur contentement d'être à Montréal. Ils y participent, depuis ce matin, au volet «amitié» de la 33^e finale des Jeux du Québec, qui se déroule pour la première fois dans la métropole.

Jusqu'au 10 août, près de 4000 athlètes, de Gaspé, de Jonquière, de Sherbrooke et d'Amos, mais aussi de Saint-Boniface, de Cheticamp (Nouvelle-Écosse), de Tracadie (Nouveau-Brunswick), de Lyon, d'Hanoï et de Tunis, participeront dans un esprit fraternel à des disciplines aussi variées que l'athlétisme, l'aviron, le baseball, le basketball, le ski nautique, le soccer, le tir à l'arc, la voile, le volley-ball, le golf, le cyclisme, la natation et le tennis.

«Montréal est une ville multiculturelle, une ville francophone, québécoise, qui s'est ouverte sur le monde depuis très longtemps, lançait hier en conférence de presse le maire Pierre Bourque, dont on connaît la réputation de globe-trotter. Pour la première fois, il y aura des jeunes de Hanoï et de Lyon, avec qui Montréal est d'ailleurs jumelée, des jeunes de Tunisie, des jeunes de Saint-Boniface, des jeunes de l'Acadie, du Nouveau-Brunswick. Ce sont des Jeux qui vont marquer une ouverture sur le monde.»

Pour la première fois donc, la finale des Jeux du Québec comportera un volet «amitié», qui opposera quelques centaines d'athlètes d'autres villes de la Francophonie dans le cadre des



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, la mascotte Urbain et le maire Pierre Bourque, lançaient hier, en conférence de presse, la 33^e finale des Jeux du Québec, qui a lieu pour la première fois à Montréal et dont la présidence est assumée par Serge Savard (à droite).

épreuves de volley-ball féminin et de soccer masculin. Les équipes de Lyon, Hanoï, Tunis, Saint-Boniface, Tracadie et Cheticamp s'affronteront d'abord dans un tournoi à la ronde, le gagnant se mesurant ensuite à une équipe formée des meilleurs joueurs des différentes régions du Québec lors de la finale de la Coupe de l'amitié.

Nguyen Viet Anh et Nguyen Thu Trang, deux étudiants vietnamiens de 16 ans, participent à cette grande fête sportive. Tous deux ne sont pourtant ni joueurs de soccer, ni de volley-ball... mais apprentis journalistes. Invités à cette finale des Jeux du Québec dans le cadre du programme Jeunes reporters, ils rédigeront, comme quelque cinquante de leurs jeunes collègues des 18 régions du Québec et des six autres villes francophones représentées, des articles pour un journal de leur ville d'origine.

«C'est mon premier voyage, je trouve ça très beau, explique Nguyen Viet Anh. C'est une belle occasion de décou-

vrir le métier de journaliste international.» Leur accompagnateur, M. Hung, trouve par ailleurs l'accueil des bénévoles et organisateurs «agréable, chaleureux et sympathique». «Au début, nos trente jeunes ont eu de la difficulté à s'acclimater aux changements de climat et d'horaire, dit-il. Mais ils ont déjà tissé des liens d'amitié avec les jeunes Tunisiens et Lyonnais qui logent avec nous.»

Les athlètes, reporters et accompagnateurs des six villes non québécoises de cette première finale montréalaise des Jeux du Québec ont été invités par le comité organisateur, qui a assumé le coût de leur déplacement par avion et par train, confirme Marc Larose, directeur du volet «amitié». «Montréal est une ville multi-ethnique, c'est normal qu'elle ait cette ouverture», dit-il.

«Cette 33^e finale des Jeux du Québec sera celle de la découverte. Elle permettra de découvrir notre métropole, sa diversité, sa richesse, déclarait quant à lui hier le ministre des Affaires municipales Rémy Trudel, dont le gouver-

nement a investi 1,5 million dans ces Jeux. Il y aura autant de bénévoles que d'athlètes cette année. Il faut souligner cet exploit. Il y a ici un bassin, un réservoir de dynamisme qui s'exprime à travers les Jeux du Québec et qui rayonne aussi sur l'ensemble du Québec pour d'autres événements, d'autres occasions, d'autres organisations.»

Les épreuves de la finale des Jeux, dont la cérémonie d'ouverture avait lieu hier soir, au Centre Claude-Robillard, se dérouleront un peu partout à Montréal et dans ses environs, du parc Henri-Julien au nord, au club de golf de Longueuil au sud, et du club de yachting de Beaconsfield à l'ouest, au circuit routier du boulevard Gouin, à l'est.

Le président de cette 33^e finale, Serge Savard a souhaité d'emblée, hier, aux 4000 athlètes, «un événement sportif à la hauteur des efforts que nous avons tous investis pour le réaliser», avant de conclure par cette expression bien choisie: «A nos jeux, prêts, partons!»

OFFRE SPÉCIALE

JE TE DONNE MON COEUR

Chaîne incluse

Total	10 pts	VENTE 158 \$
	25 pts	VENTE 288 \$
	50 pts	VENTE 488 \$
	1 carat	VENTE 788 \$
	2 carat	VENTE 1488 \$

LES PERLES... UNE IDÉE DES PLUS CULTIVÉES

Perles Noires de Tahiti également disponibles.

5-5,5 mm 18"	108 \$	Prix courant 225 \$
6-6,5 mm 18"	388 \$	Prix courant 798 \$
7-6,5 mm 18"	348 \$	Prix courant 698 \$
7-6,5 mm 28"	548 \$	Prix courant 1098 \$
7-7,5 mm 18"	648 \$	Prix courant 1298 \$
3-7,5 mm 20"	1288 \$	Prix courant 2600 \$
8-8,9 mm 18"	3900 \$	Prix courant 7800 \$

perles noires de Tahiti

LES DIAMANTS UNE IDÉE BRILLANTE

Alliance à partir de 199 \$

Vaste choix en magasin.

ENSEMBLE POUR TOUJOURS

Jonc anniversaire à diamant sur OR 14 carats

Total	25 pts	VENTE 288 \$
	50 pts	VENTE 588 \$
	1 carat	VENTE 888 \$

Plus de 200 modèles disponibles

Nos diamants et pierres précieuses sont sélectionnés par le laboratoire Gemmologique du Canada.

SOLITAIRE

0,25 carat	458 \$	Prix courant 916 \$
0,50 carat	788 \$	Prix courant 1576 \$
1 carat	2888 \$	Prix courant 5776 \$

BOUCLES D'OREILLES À DIAMANT SOLITAIRE

OR 14 CARATS

Total	5 pts	VENTE 58 \$
	10 pts	VENTE 88 \$
	25 pts	VENTE 268 \$
	40 pts	VENTE 478 \$
	50 pts	VENTE 688 \$

1 carat SEULEMENT 688 \$ Prix courant 1 376 \$

Autres choix disponibles

JONC ANNIVERSAIRE

à diamants, et saphirs, rubis ou émeraudes sur OR 14 CARATS

Total	14 carats	VENTE 288 \$ chacun
-------	-----------	---------------------

BAGUE À DIAMANT EN FORME DE COEUR

Total	33 pts	VENTE 288 \$
-------	--------	--------------

BOUCLES D'OREILLES ET PENDENTIF À DIAMANTS

3 diamants	298 \$
Total 22 points	

GRAND CHOIX DE PLUMES

Aurom • Cross • Elysée • Mont-Blanc • Parker • Sheaffer • S.T. Dupont • Waterman

LE PARCHEMIN

DEPUIS 1966

Dédié à l'intégrité et au meilleur prix.

Toutes nos montres Seiko en inventaire 35% de réduction

Egalement dépositaire autorisé des montres de marques Garneau • Lassale • Longines • Michel Herblin • Pierre Balmain • Pulsar • Seiko • Simon Chang • Tissot • Swatch

EN BREF

Violences sur des enfants: un couple accusé

(PC) — Un couple de Montréal a comparu hier matin sous 17 chefs d'accusation de voies de fait et de voies de fait armées contre ses sept enfants. Depuis 1994, l'homme et la femme auraient battu et terrorisé leurs enfants, deux garçons et cinq filles, âgés de deux à 13 ans. Un des enfants aurait notamment été brûlé avec un fer à repasser, un autre présentait des lacerations produites par des fils électriques. C'est un appel anonyme à la police qui est à l'origine de la plainte. Les deux accusés reviendront lundi devant le tribunal pour une demande de libération sous caution.

La voix des enfants depuis 75 ans

Aide à l'enfance
1-800-668-5036

NOUVEAUTÉ

PANORAMA DE LA LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE CONTEMPORAINE 1967-1997

Guérin / Littérature
832 pages, 39 \$

Sous la direction de Réginald Hamel

Un autre panorama! Voyons cela de plus près. En ce qui a trait aux lettres d'ici, il n'y a pas une pléthore de panoramas. L'on peut évoquer celui de Guy Sylvestre (1964), qui insiste sur les lettres canadiennes-françaises; celui de Paul Gay (1973-1974), qui explore le roman et la poésie du Canada français.

Notre Panorama n'a pas été subventionné. L'on pourra scruter cet ouvrage à la loupe, il ne comporte aucun règlement de compte et aucune école de pensée n'a été favorisée. Les collaborateurs, toutefois, ont eu tout le loisir de s'exprimer comme ils l'entendaient.

Nous croyons avoir réussi à réunir des auteurs dont l'originalité, la créativité, sont généralement reconnues, qui ont amplement démontré leurs qualités de chercheurs, et sont capables de travailler en équipe.

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923
Adresse Internet: <http://www.guerin-editeur.qc.ca>

• LES ACTUALITÉS •

REVUE DE PRESSE

Une nouvelle approche pour l'unité canadienne

Gilles Lesage

De notre bureau de Québec

À quelques jours de la Conférence annuelle des premiers ministres des provinces, au Nouveau-Brunswick, *The Globe and Mail* et *The Gazette* se rejoignent que le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) ait ouvert cette semaine le dossier de l'unité canadienne.

« Quelqu'un devait briser le lourd silence qui a suivi la courte victoire du fédéralisme au référendum québécois de 1995, écrit d'entrée de jeu l'équipe éditoriale du grand quotidien torontois. Le CCCE, un groupe établi à Ottawa qui représente les personnalités dominantes du monde des affaires, vient de le faire, produisant un document qui est sobre, bien pensé et intelligent. Il n'offre pas de solution à toutes les tensions qui grugent la fédération, mais il suscite courage et créativité dans un secteur où ces deux qualités ont fait défaut récemment. »

« Pour améliorer la fédération canadienne — titre de la Déclaration solennelle soumise aux premiers ministres fédéralistes —, le Conseil leur lance un appel « afin qu'ils renouvellent leurs efforts visant à apporter les changements nécessaires à un rééquilibrage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les provinces, ainsi qu'à reconnaître le rôle important et unique joué par le Québec au sein du Canada. » Pas question de pourparlers constitutionnels pour l'instant, note *The Globe and Mail*, qui voit dans le pragmatisme du Conseil une approche qui s'accorde à celle des petits pas du gouvernement fédéral. A preuve, le ministre Stéphane Dion n'est pas en désaccord. Le chef libéral Daniel Johnson saluait l'initiative. « Comme Ottawa, toutefois, il attend les réactions publiques avant de se commettre. »

The Globe and Mail est conscient que le message du Conseil ne plaira pas à tout le monde, surtout au Québec. Au moins, on discute ouvertement et publiquement des principaux problèmes qui concernent le pays. Ce n'est pas trop tôt. *The Gazette* est plus nuancée. Elle se réjouit de l'initiative des chefs d'entreprise, mais elle y voit des risques. « Il est peut-être naïf d'attendre d'eux [les premiers ministres] qu'ils appuient la demande du Conseil pour que les législatures provinciales adoptent des résolutions reconnaissant que l'Assemblée nationale du Québec, la seule assemblée législative du Canada élue par une majorité francophone, est particulièrement tenue d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés afin de préserver et de promouvoir le caractère unique de la société québécoise, qui caractérisent sa langue, sa culture, ses institutions et sa tradition de droit civil. »

Qu'arrive-t-il si une seule des neuf législatures défait cette résolution, si raisonnable soit-elle? se demande l'équipe éditoriale de *The Gazette*. « Elle pourrait être une bougie d'allumage pour les griefs dans l'Ouest. Une telle défaite pourrait donner un coup désastreux à la cause fédéraliste et rouvrir de vieilles plaies au Québec. »

En dépit de ses réserves, le quotidien montréalais salue l'initiative du Conseil. « Il propose un ensemble de principes avec lesquels plusieurs Canadiens, à la fois au Québec et à l'extérieur, sont d'accord. C'est un bon départ. »

Quant à l'éditeur du *Maclean's*, il invite les premiers ministres des provinces à avoir le sens de l'histoire et à donner au Québec « un signal du reste du pays qu'ils sont venus. » « Le Canada est un pays d'arrangements particuliers, conclut Robert Lewis. Sur les bords de la baie Passamaquoddy [St. Andrews by the sea], les premiers ministres pourraient se mettre à la recherche d'une autre solution distincte. »

Aussi, dans le *Maclean's*, le chroniqueur Anthony Wilson-Smith fait le tour du « dangereux territoire », au terrain miné que constitue, encore et toujours, le problème de l'unité nationale. Tout le monde sait qu'il faut faire quelque chose, mais quoi et comment? Éviter le terme même de « constitution », c'est vite dit. Il y a un moyen de faire des changements sans aggraver la situation, dit Frank McKenna, hôte de ses homologues. « Divisés comme ils sont sur d'autres sujets, les premiers ministres restent unis quand il s'agit de la meilleure manière d'éviter la controverse. »

Les uns après les autres, les chroniqueurs de *The Gazette* et de *Southern News* évoquent la conférence des premiers ministres et la question québécoise avec des conclusions différentes. Ainsi, Gilles Lesage estime que le document des chefs d'entreprise incitera les provinces à casser moins de sucre sur le dos d'Ottawa et à se rendre compte que le « rééquilibrage » des pouvoirs est déjà en bonne voie.

William Johnson en a contre l'insistance que le document du Conseil accorde au français au Québec, au détriment de l'anglais et de 200 ans d'histoire. Tout le monde y perd quand une langue est reléguée dans une deuxième classe.

Andrew Coyne y va aussi de ses oburgations. Si jamais on accorde des « pouvoirs spéciaux » au Québec, écrit-il, la communauté anglophone y aurait par la suite moins de protection constitutionnelle que les motards. Il réitère par ailleurs que la sécession du Québec devrait être approuvée au préalable par un référendum national (pancanadien). « La sécession ne fait pas que modifier la structure constitutionnelle actuelle, elle l'annihile. Le Canada ne serait pas un pays différent si le Québec se sépare, il n'existerait plus. »

Signalons en conclusion un rapport qui flirte non seulement avec la séparation du Québec, mais aussi avec celle de la Colombie-Britannique. *The Vancouver Sun* a fait état jeudi de cette étude, préparée pour le premier ministre Glen Clark, à sa demande, par le député démocrate-progressiste Gordon Wilson, selon laquelle l'indépendance de la Colombie-Britannique serait viable si le Québec se sépare. M. Wilson, un ancien chef libéral de cette province, opine que, si le gouvernement canadien ne modifie pas son approche quant à l'unité nationale, les Québécois se donneront un pays souverain d'ici quatre ans. Le rapport rejette la notion de société distincte et invite le gouvernement à étudier les options ouvertes, advenant que le Québec accède à la souveraineté.

Le premier ministre Clark dit que le document lui servira de base pour préparer le terrain en vue d'une éventuelle ronde constitutionnelle. M. Clark aura probablement sous le bras, à St. Andrews, ce volumineux document intitulé *National Unity Project*, avec une douzaine d'exemplaires supplémentaires pour ses homologues et les représentants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest...

L'indigeste petit-déjeuner de CHOM

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

Petite révolution à CHOM FM: tous les matins de la semaine, la station montréalaise diffusera en direct, à compter du 2 septembre, l'émission new-yorkaise animée par le très controversé Howard Stern. Au menu: la grossièreté en tous genres.

Un provocateur que ce personnage? Plutôt un papa de trois enfants au sens aiguë du marketing, qui exploite au maximum le profilage creneau du mauvais goût. Chaque jour, vingt millions d'Américains suivent ses concours de pets et l'écouteront religieusement discuter sur son pénis trop menu à son goût. Dans son studio, Howard Stern convie des invités de classe, des playmates dont il hume l'entrecreuse pour deviner laquelle est menuestrée, ou demande à des auditrices de venir le masser.

Le directeur de la programmation de CHOM, Ian MacLean, n'était pas peu fier de son coup, hier. « Le téléphone n'a pas dérangé

depuis que l'annonce a été faite. Les commanditaires veulent absolument placer leur publicité pendant l'émission de Stern et les réactions d'auditeurs sont en grande majorité extrêmement positives. »

M. MacLean juge que Montréal est la ville la plus apte au Canada à apprécier le talent de Howard Stern. « Je m'imaginais mal Toronto ou l'Ile-du-Prince Édouard le mettre en ondes. Au contraire, Montréal est une ville cosmopolite, ouverte, habituée à la controverse. Sa radio compte aussi une grande tradition en fait de provocation, [comme] Gilles Proulx actuellement. »

Selon le directeur de la programmation, M. Stern est très intelligent. « Il a terminé son baccalauréat en communications à l'Université de Boston avec une moyenne de 3,8 sur 4 et jamais il n'a perdu une poursuite intentée contre lui », continue, admiratif, M. MacLean.

Justement, l'administration de CHOM ne craint-elle pas les poursuites? « La seule chose que nous craignons et contre laquelle nous voulons lutter, c'est la censure. »

Selon lui, Stern dit simplement tout haut ce que tous disent tout bas dans leurs chaudières. « Il parle de la vie quotidienne, tout simplement: les bars, la drogue, l'alcool, les vedettes, les lesbiennes... »

Aucune pause musicale ne viendra ponctuer les propos de Stern à CHOM. Seul Richard Dagenais lui coupera de temps en temps le sifflet pour causer météo, circulation et sports.

Parue en octobre 1993, l'autobiographie d'Howard Stern intitulée *Private Parts* s'est vendue à plus de deux millions d'exemplaires. Pendant vingt semaines, elle a figuré sur la liste des best-sellers du *New York Times*. Le film du même nom sorti plus tôt cette année retraçait, de 1970 à 1985, l'ascension fulgurante de Stern vers la gloire, depuis de petites stations régionales jusqu'aux plus grosses chaînes.

Howard Stern sera entendu du lundi au vendredi, de 6h à 10h. CHOM a refusé de dévoiler combien elle avait payé pour l'acquisition des droits.

Howard Stern

ARCHIVES LE DEVOIR

Les FrancoFolies de Montréal

Jean Lapointe parmi les siens, en toute complaisance

C'était dans le programme, écrit noir sur blanc, que La Fête à...

Jean Lapointe, spectacle d'ouverture des 9 FrancoFolies de Montréal, serait une affaire de famille. Le même nom revenait quatre fois, avec des prénoms variés: Jean, sa fille Anne-Elizabeth, son fils Jean-Marie, son frère Gabriel, l'avocat. Plus les amis de la confrérie: Raymond Devos (en message vidéo), le soliste des Compagnons de la chanson Fred Mella, le crooner français Charles Dumont, le vieux compeur Jérôme Lemay, Richard Séguin, Edith Butler. Sur papier, ça baissait.

Une fois à Wilfrid-Pelletier, on a vite compris qu'assister à une fête de famille, quand il ne s'agit pas de la vôtre, est un peu gênant. On les voit comme ils ne se voient pas. Complaisants. D'Anne-Elizabeth chantant les chansons de papa, au-delà de l'émotion du papa, on ne pensait que ceci: tiens, une blonde vaporeuse qui se prend pour Lara Fabian. Du fils Jean-Marie, qui servait un « bien cuit » au paternel, assaisonné d'anecdotes domestiques, on se disait: long longtemps et platement plat pour quiconque ne fréquentait pas la maisonnée du lac Memphremagog. Du frangin légiste Gabriel offrant *Mon cœur est un violon*, on se taira plutôt que de risquer le libelle.

De toute la famiglia, c'était finalement le père qui s'en tirait le mieux. Sirupeux dans le sentiment mais naturellement drôle, Jean Lapointe usait encore vivement de sa répartition de vieux pro, rabrouant le fiston ou semonçant la fille court vêtue. En Jérôme avec Lemay, rééditant le numéro d'imitations de groupes livré au *Ed Sullivan Show* (Diamonds, Mills Brothers, Everly Brothers, Four Aces), il retrouvait voix et jambes: joli moment de pur entertainment.

Les invités hors-famille, eux, sauvaient les meubles. On a évidemment rigolé avec Deschamps: c'était hier son anniversaire et il a fait le gars qui remercie l'organisation d'avoir « pensé à faire semblant de fêter Jean Lapointe ». Devos, sur écran, était Devos, croquant une histoire d'ogre juteuse, mais hors



Jean Lapointe

chellière. A cela près que les gens avaient donné avant, à la billetterie.

Sylvain Cormier

Les FrancoFolies

Comment chanter sa révolte, comment dénoncer les riches et les patrons exploités en pleine Cinquième salle, adjacente au Musée d'art contemporain? Comment sonner vrai dans un tel contexte? Il s'agit d'inviter les copains.

Pour souligner ses dix ans de vie artistique, Luc de Larocheville avait carte blanche hier. Le collègue Cormier étant occupé du côté de Jean Lapointe, il me fallait donc me résigner: pas le choix, Luc de Larocheville, c'était pour moi. L'objectivité journalistique devait être rudement mise à l'épreuve, parce que Luc de Larocheville, depuis toujours, me tape sur les nerfs.

De plus, ô horreur, il a commencé son spectacle en retard, mais avec circonstances atténuantes: les gens ne sont finalement arrivés qu'à l'heure où il devait entrer en scène. Il attendait les spectateurs: moi, j'attendais, lui, et passais le temps en tentant de taire mes sales préjugés. Peut-être, après tout, son idéalisme était-il sincère. Et puis, que sa bouille soit partout, tout le temps, à la télévision, tant mieux pour lui, après tout.

L'auto-suggestion faisait son effet, puis Luc de Larocheville s'est chargé du reste. Bien sûr, dix ans de vie artistique, trente ans de vie et des poussières, ça limite une rétrospective. Remonter en arrière

re, ça signifie remonter à l'adolescence.

Mais tout de suite, Luc de Larocheville a su installer une ambiance « party de cave », comme dirait l'autre. Un party un peu tranquille, mais avec des gens tout à fait rigolos qui nous ont fait passer de bons moments.

Si les chansons de l'auteur-compositeur-interprète sont plus caustiques qu'humoristiques, ses (nombreuses) interventions entre chacune relevaient, elles, d'un petit comique qu'on ne devinait pas. Ainsi, il a expliqué, chanson à l'appui, pourquoi le répertoire d'Harmonica, « en faible teneur de testostérone », ne seyait pas à son registre. C'est pourquoi, a-t-il continué, il s'est dirigé vers le répertoire de Jim et Bertrand.

Jim y était, Jim Corcoran, ravi que sa testostérone soit évoquée, d'autant, a-t-il rappelé, qu'on l'a déjà confondu avec Jos Bocan. Avec Victor-Lévy Beaulieu, aussi. Comme de Larocheville, ce cher Jim a lui aussi raconté ses souvenirs de sa période Elvis, pour qui il avait décroché ses premiers coups de poings, sur la gueule d'un Écossais qui préférait Pat Boone.

Ainsi allait la soirée, toute simple. Marie Philippe est aussi venue chanter, notamment *Si je ne savais plus*, un nouveau texte de Léo Lévesque, cet auteur incarcéré au talent fou. A la première mesure, sa voix se casse. « Ouais, je vous l'avais dit, elle est nouvelle! Nouvelle et belle. A son tour, sur le ton de la fille qui veut convaincre sa copine de sortir avec son ami Luc, elle a chanté ses louanges, ri de ses distractions. Ne l'avait-elle pas attendu des heures, à Chicoutimi, où il devait faire un spectacle ensemble, pour apprendre qu'il était simplement chez ses parents, à tondre le gazon? »

Finalement, jusqu'à mon départ, à regret, Luc et ses amis avaient autant parlé que chanté, sans pédanterie aucune. Et quand il a chanté ces femmes habillées de noir, qui viennent de soleils trop brillants et qui n'apparaissent pas sur les listes officielles de nos bons gouvernements, il m'a convaincue de la sincérité de ses dénonciations sociales.

Après tout, quand on compte Marie Philippe et Jim Corcoran parmi ses amis, on ne peut être autrement que vrai. Sinon, ils ne supporteraient pas.

Louise Leduc



Luc de Larocheville

NOS CHOI X AUX FRANCOFOLIES

Samedi

Renée Claude. En 1980, Renée Claude créait « *Moi c'est Clémence que j'aime le mieux* », un spectacle composé de chansons et de monologues de la célèbre fille d'Alfred. La formule de l'hommeage, Renée Claude l'a ensuite appliquée à Brassens et Ferré, deux répertoires que sa voix sert très bien. Cette année, elle nous revient avec son spectacle consacré à Clémence Desrochers, un spectacle, il faut bien le dire, qu'elle n'a jamais abandonné, le reprenant ici et là, au gré d'une carrière qui a su maintenir le cap sur la qualité sans bêtement succomber aux modes. Les impérissables *La Vie d'actrice*, *Le Monde aime mieux Mireille Mathieu et Cet été, je ferai un jardin* seront-elles rejointes par la très belle *Les Oiseaux jurent à Georgeville*, de composition plus récente? On le saura ce soir, à 19h et 21h, à la Place aux Chansonniers, adjacente au TNM, où Renée Claude nous donne rendez-vous.

Martin Bilodeau

Gianmaria Testa. Gianmaria Testa chante en italien et je ne comprends pas l'italien. Mais ce chansonnier, qui est aussi chef de gare, sait se faire comprendre. Et pas seule-

ment en racontant l'histoire avant chaque chanson, ce qu'il fait avec verve et simplicité sur un ton feutré, mais à travers un large éventail d'intonations, d'inflexions et de signaux divers. Au Grand Théâtre, il y a deux semaines, dans le cadre du Festival d'été de Québec, entouré d'un groupe jazzy-blues fort en modulations et en gout, il a offert les titres de ses deux albums (*Mongolifiers*, *Extra-Muros*) comme autant d'étapes d'un voyage en train au cœur de l'humanité. Ou les séquences du film d'une vie. Ou les chapitres d'un livre de bord. Au Spectrum, à 19h, avec le groupe Evasion en lever de rideau.

Sylvain Cormier

Dimanche

Carmen Bonifacio. Cette nouvelle artiste de la chanson a récemment pondu un premier disque enregistré en français et en espagnol intitulé *Hija de Gitane* (Fille de Gitane), qui a pour ainsi dire passé inaperçu dans les circuits commerciaux. Carmen Bonifacio frappe néanmoins l'imagination, ne serait-ce que par ses origines, qui font d'elle un pur produit du Village global. Née au Chili de père sicilien et de mère mi-andalouse, mi-indienne, cette comédienne et chanteuse

d'ici vibre aux rythmes tzigans, à la musique latine et au répertoire d'Edith Piaf — à qui elle a emprunté *Mon Dieu*. J'ai bien envie de la connaître. Les présentations se font dimanche, à 19h et à 21h, à la scène du Monde interculturel, rue Jeanne-Mance, face au MAC.

Martin Bilodeau

Fred Fortin. On a été quelques-uns à dire, et même à écrire, que Fred Fortin, c'est peut-être un peu tout croche, mais c'est fichtrement brillant, et qu'il vous fallait son disque. Neuf mois ont passé depuis que le p'tit gars du lac Saint-Jean a surgi dans nos vies: c'est encore vrai. Fortin, sur disque, s'amuse comme un gamin avec un jouet, s'invente des histoires, souvent drôles, comme celle du cheval *Wagnald*, mais parfois jaunâtres, comme celle d'une famille dysfonctionnelle (*Le Testament*), ou alors toutes tendres, comme lorsqu'il parle de son petit *Charlie*. Et il joue lui-même la plupart des instruments: on n'a jamais trop de jouets. En spectacle, je ne sais trop comment il occupe son carré de sable: Fred le showman reste à voir. La Zone Hip de la rue Bleury lui appartiendra à 20h et à 22h.

Sylvain Cormier

LE BALAYEUR DE NUIT

Fouter le bordel ?

Ne reculant devant aucun sacrifice, *Le Devoir* jette un autre des siens dans la rue: après Serge Truffaut, notre rôdeur attiré de la métropole, voici une autre sacrée tête chercheuse qui, la nuit tombée, débarque aux FrancoFolies, balayant de son large regard tout ce qui débambule ou s'agite, bruit ou vocifère. À lire dans tous les coins sombres.

Brian Myles
Le Devoir

Premier soir. Premiers ratés. Était-ce en raison de la chaleur écrasante? de la sono chancelante? des performances inconstantes? du choc de cultures distantes? Toujours est-il que le rendez-vous entre la jeune foule montréalaise et les francoquillards de Oneyed Jack et 2 Bal 2 Neg fut plutôt morne.

Par un jeudi soir de grande vadrouille, à l'heure où la jeunesse reprend ses droits sur ces FrancoFolies teintées de nostalgie, les rapers français de 2 Bal 2 Neg ont lancé le bal (jeu de mots) dans la Zone Hip du site. Une Zone Hip (c'est-à-dire branchée) paradoxalement peuplée de brocanteurs marchands de macramé sortis d'une autre époque.

Ils étaient sept, soit cinq chanteurs et deux *disc-jockeys*. Pour les instruments, faudra repasser. Après quelques chansons nettes, c'était pigé: le rap de 2 Bal 2 Neg est plus proche de la rue que de la scène. La rue morose de toutes les cités, en banlieue parisienne. Le rap des 2 & 2, se rapprochant davantage du gangsta rap américain, traite de l'exclusion, des tensions sociales, de la brutalité policière et de la montée de la droite en France. A des milliers de kilomètres de Montréal.

La foule plutôt écrasée a néanmoins repris vie sur *La magie du tiroir*, une charge justement irrévérencieuse contre la commercialisation du rap. Le Pen et son Front national de droite ont ensuite reçu une gauche dévastatrice au visage. Idem pour les « assassins de la police », les « keufs » que l'on a joliment envoyés paître.

Le rappel n'est jamais venu, l'appel au public afin de « fouter le bordel » demeurant lettre morte. La « nuit des noirs vivants » prenait abruptement fin. Au Québec, le bordel, tout comme la cité, on connaît si peu.

A quelques pas, au Spectrum, les six Parisiens de Oneyed Jack invitaient le public à « fouter le bordel » encore une fois. Ah! comme ils sont sympathiques, ces héritiers de mai 68. Sympathiques, bons musiciens, mêlant adroitement rap, funk, hard core, hip hop. Dans le genre fusion, ils jouent les figures de proue en France. Mais au Spectrum, ils jouaient tout simplement trop fort. Chanteur inaudible. Basse si envahissante que même la barre de métal faisant office de marchepied, au bar, en tremblait.

Ils sont pourtant séduisants, les rythmes de Oneyed Jack. Il y a de la rage, comme dans *Rage Against The Machine*, et c'est une affaire de boys, comme dans *Beastie Boys*. Et pourtant, c'est toujours Oneyed Jack, ses guitares hurlantes, ses *scratch* et ses *samples*. Oneyed Jack a autant de personnalité que le *Twin Peaks* de David Lynch, film et série uniques, duquel les gars ont tiré le nom de Oneyed Jack.

Seulement, jeudi, voix et instruments hurlaient un peu trop. Tiens, tiens, ça rappelle justement *Twin Peaks*...

tombée publicitaire : le vendredi 8 août

Ne manquez pas notre cahier spécial

LE DEVOIR

rentrée scolaire

publié le 16 août prochain!

LE DEVOIR

LE MONDE

REVUE DE PRESSE

Reagan et les petits hommes verts

François Brousseau
Le Devoir

Encore le sang dans les rues de Jérusalem. Lundi, Benjamin Nétanyahou, le très controversé premier ministre d'Israël, s'était vanté à la télévision d'avoir stoppé le terrorisme palestinien dans son pays: «Je n'étais fixé un but: diminuer avant tout les activités terroristes, arrêter l'horreur dans le pays. Et nous y sommes parvenus.» Le surlendemain, dans un retour cauchemardesque de scènes trop connues, deux bombes humaines semaient la mort et la désolation dans un marché public de Jérusalem-Ouest.

Jeudi, un éditorialiste du quotidien *Maariv* a relaté que le jour du double attentat, «Bibi» ne s'est pas présenté sur les lieux du crime, qu'il s'est en quelque sorte caché — alors qu'il se précipitait systématiquement sur les lieux de chaque attentat, à l'époque où il était chef de l'opposition, pour y dénoncer le gouvernement travailliste de façon démagogique et injuste.

Mercredi dans le souk juif encore sous le choc, «des manifestants ont crié «Bibi traître», écrit *Maariv*. Mais le premier ministre n'était pas là. S'il était venu, il aurait pu constater qu'une chose ne change pas, qu'on soit chef de l'opposition ou premier ministre: c'est la couleur du sang.»

Sous prétexte que sa musique exaltait la puissance et le mythe du Surhomme, et qu'Adolf Hitler l'appréciait, Richard Wagner, le grand inventeur de l'opéra moderne, était-il un préfaciste, le précurseur esthétique du nazisme? Débat pour une poignée d'historiens-musicologues maniaques, ou bien question sérieuse encore pertinente aujourd'hui? Rappelons qu'en Israël, jusqu'à il y a quelques années à peine, la musique de Wagner était tout simplement interdite. Toujours est-il que le très influent *Spiegel* («Le Miroir»), principal hebdomadaire allemand avec près d'un million de tirage, a fait sa «une», la semaine dernière, avec cette sempiternelle question.

La presse
du monde

Le directeur du *Spiegel*, Rudolf Augstein, rappelle à l'intérieur du dossier que toute la génération de Hitler a reçu le mythe des surhommes présent dans la musique wagnérienne, et que l'antisémitisme qui régnait dans le groupe de Richard et Cosima Wagner, au XIXe siècle, ne peut être considéré déterminant quant aux futures persécutions raciales de Hitler. «Il faut le souligner une fois de plus, écrit Augstein. Même s'il n'y avait pas eu Richard Wagner et Bayreuth, la voie empruntée par Hitler aurait mené de toute façon à Auschwitz-Birkenau.» Innocent, qu'on vous dit...

Relevé dans le *Sciences et Avenir* de juillet, qui présente un dossier consacré aux ovnis 50 ans après leur «invention» aux États-Unis: une étonnante citation de Ronald Reagan, qui date d'exactement 10 ans. L'ancien président américain — on l'a peut-être oublié, certains ne le savaient sans doute même pas — croyait de façon fervente aux petits hommes verts, et à la menace qu'ils pouvaient faire peser sur l'humanité.

En 1987, nous rappelle le magazine scientifique, il avait eu des échanges soutenus avec Mikhaïl Gorbatchev et Edouard Chevardnadze (alors ministre des Affaires étrangères de l'URSS) sur la solidarité indispensable en cas d'attaque extraterrestre. Impeccable diplomate, Gorbatchev avait poliment répondu qu'il était «peut-être encore trop tôt pour se préoccuper d'une telle intrusion».

Le clou de cette obsession reaganienne, ce fut le discours prononcé par l'ancien président devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 21 septembre 1987: «Obsédés par les antagonismes du moment, nous oublions souvent à quel point tous les membres de l'humanité sont liés. Sans doute avons-nous besoin d'une menace extérieure universelle pour retrouver ce lien. Je pense que nos différences s'évanouiraient vite si nous étions confrontés à une menace étrangère à notre monde. Encore que, je pose la question, cette force étrangère n'est-elle pas déjà parmi nous?»

Sans doute que le vieil homme, une fois «l'empire du Mal» soviétique devenu ami, avait absolument besoin de croire au Diable incarné quelque part. Mais, M. Reagan, et s'ils étaient gentils, et capitalistes, ces petits hommes verts?

Extrait du petit quotidien italien de quatre pages *Il Foglio dei Fogli*: la nouvelle selon laquelle le gouvernement britannique s'est récemment opposé à la proposition d'élargir, à l'échelle du Continent, la largeur réglementaire standard des sièges d'autobus de 40 à 45 centimètres. Question de maintien, d'anatomie... ou d'économie?

Le *Courrier international*, source précieuse pour qui veut suivre ce qui s'écrit un peu partout dans le monde, publie pour son numéro d'été (avec pause de trois semaines dans le rythme hebdomadaire habituel) un supplément sur «ces hommes de l'ombre qui dirigent le monde» (avec, tout de même, quelques femmes dans la liste malgré le titre).

Dans un commentaire éclairant qui accompagne le dossier, le directeur éditorial de la publication Alexandre Adler pose un jugement réservé sur «les vrais maîtres du monde», entre les sceptiques paranoïaques (les «diétrologues» selon le néologisme d'Umberto Eco — de «diétra», «derrière») qui analysent tout selon les complots de coulisses, et ceux qui, naïvement, s'imaginent que les acteurs de premier plan, présidents, chefs et personnalités publiques, sont complètement maîtres de leurs mouvements.

Adler résume: «De qui dépend aujourd'hui la stabilité de l'Égypte, du rais Hosni Mubarak ou du cheikh d'Al-Azar, Tawhiti, dont les prêches libéraux et le bon sens rationaliste sont en train de faire dégonfler le ganglion islamiste? [...] Qui est le chef de la coalition laïque en Turquie, Mesert Vilnaz, premier ministre en titre, ou les généraux Karadayi et Cevik Bir? [...] Et qui dirige Kinshasa, sinon ces chefs militaires tutsis, qui ont fait Kabila et ne rendent compte qu'au président ougandais Yoweri Museveni? [...] Un peu de rationalisme moderne éloigne de la «diétrologie», beaucoup de rationalisme y reconduit, avec toutefois une certaine prudence.»

Voilà, le moment est venu, pour l'auteur de ces lignes, de dire au revoir à ses lecteurs. En effet, votre humble serviteur doit vous annoncer, non sans émotion, qu'il quitte, en cette fin d'été, *Le Devoir* pour d'autres lieux. La présente chronique, qui a été très bien reçue par les habitués du journal, reviendra au début de l'automne sous d'autres signatures. Merci de votre fidélité.

Des suspects voulaient commettre des attentats dans le métro de New York

Coup de filet américain contre le Hamas

Les enquêteurs disposent d'indices liant les suspects interpellés dans un appartement de Brooklyn — où cinq bombes destinées apparemment à un attentat dans le métro de New York ont été saisies — au groupe palestinien Hamas, a-t-on appris hier de source judiciaire.

REUTERS

New York — La police pense que les suspects arrêtés jeudi à l'aube ont téléphoné à l'organisation à partir d'une épicerie et d'une laverie automatique du quartier, dit-on de même source.

Le Hamas a revendiqué le double attentat suicide commis mercredi sur un marché juif de Jérusalem qui a fait 13 morts et 170 blessés.

Les autorités fédérales et celles de New York avaient précédemment déclaré qu'aucune preuve ne permettait de lier les arrestations et l'attentat.

Hier, le maire de New York, Rudolph Giuliani, a laissé entendre que l'attaque prévue était aussi un attentat suicide. Deux suspects ont été identifiés sous les noms de Lafi Khalil et Gazi Ibrahim Abou Mezer. Un troisième homme a été interpellé pour interrogatoire, dit-on de source autorisée.

Abou Mezer était porteur d'un passeport jordanien et aurait déjà été accusé en Israël «d'appartenir à un groupe terroriste connu», ajoute le communiqué qui ne précise pas de quelle organisation il s'agit.

Il avait déjà été arrêté en Israël et avait tenté d'obtenir l'asile politique aux États-Unis.

«Abou Mezer a reconnu avoir participé à la fabrication des bombes et a fourni des informations sur leur mise à feu ou leur désamorçage», peut-on lire dans le rapport de police remis au tribunal de Brooklyn. «Il a indiqué que les bombes devaient exploser dans le métro.»

D'après les premiers éléments de l'enquête, le groupe comptait, plus généralement, s'en prendre «aux intérêts américains et juifs dans le monde entier». Le communiqué ne précise ni l'ampleur de ce projet, ni les chances qu'il avait d'aboutir.

Alertés par un informateur, un Égyptien

qui vivait dans le même appartement, les policiers ont effectué une perquisition à l'aube. L'opération a été mouvementée, car deux des trois hommes dormant à l'intérieur, Khalil et Abou Mezer, se sont opposés aux forces de l'ordre et ont été blessés au cours de leur arrestation.

L'un d'eux «a tenté de saisir l'arme d'un agent», indique le rapport de police. Un autre «s'est précipité vers un sac noir qui s'est avéré contenir un engin explosif».

Les policiers ont alors ouvert le feu et blessé grièvement les deux hommes.

«Tous deux ont subi une intervention chirurgicale pour multiples blessures par balles et étaient toujours dans un état comateux en fin d'après-midi», peut-on lire dans le dossier de police.

L'appartement contenait au total cinq bombes, dont quatre étaient des tuyaux de métal bourrés de poudre noire et de clous. Fixés ensemble, ils étaient reliés à un câblage électrique et à des interrupteurs.

«Au vu d'une analyse informatique effectuée d'après la quantité et le type des explosifs, ils étaient mortels dans un rayon de huit mètres dans un espace fermé, et pouvaient blesser quelqu'un dans un rayon de 30

mètres en plein air», a indiqué un expert de la police.

Le FBI s'efforce de déterminer avec plus de précision l'objectif du trio et de savoir s'ils agissaient pour le compte d'une organisation.

En Cisjordanie, des parents d'Abou Mezer et de Lafi Khalil ont déclaré que les deux hommes s'étaient rendus aux États-Unis dans l'espoir d'y vivre le «rêve américain» et ils ont dit douter de leur implication dans un complot.

Pendant et après l'opération, le FBI avait évacué 90 personnes, bouclé tout un quartier de Brooklyn et dévié la circulation du métro.

La sécurité a également été renforcée dans la ville de New York, notamment autour des principales stations de métro, de bus et de train régionaux, des bâtiments administratifs, des tribunaux, des représentations diplomatiques, des synagogues et des mosquées.

A Washington, le président Bill Clinton a félicité la police pour avoir déjoué un attentat, mais a déclaré qu'il fallait attendre des preuves solides avant de tirer des conclusions sur des liens présumés avec le terrorisme international.

Les ministres palestiniens offrent leur démission

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ramallah — Les 22 ministres du cabinet palestinien ont collectivement offert hier soir leur démission au président Yasser Arafat, a indiqué un officiel palestinien à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

Cette démission collective a été présentée lors de la séance hebdomadaire du gouvernement à Ramallah en Cisjordanie après une demande en ce sens du Conseil législatif.

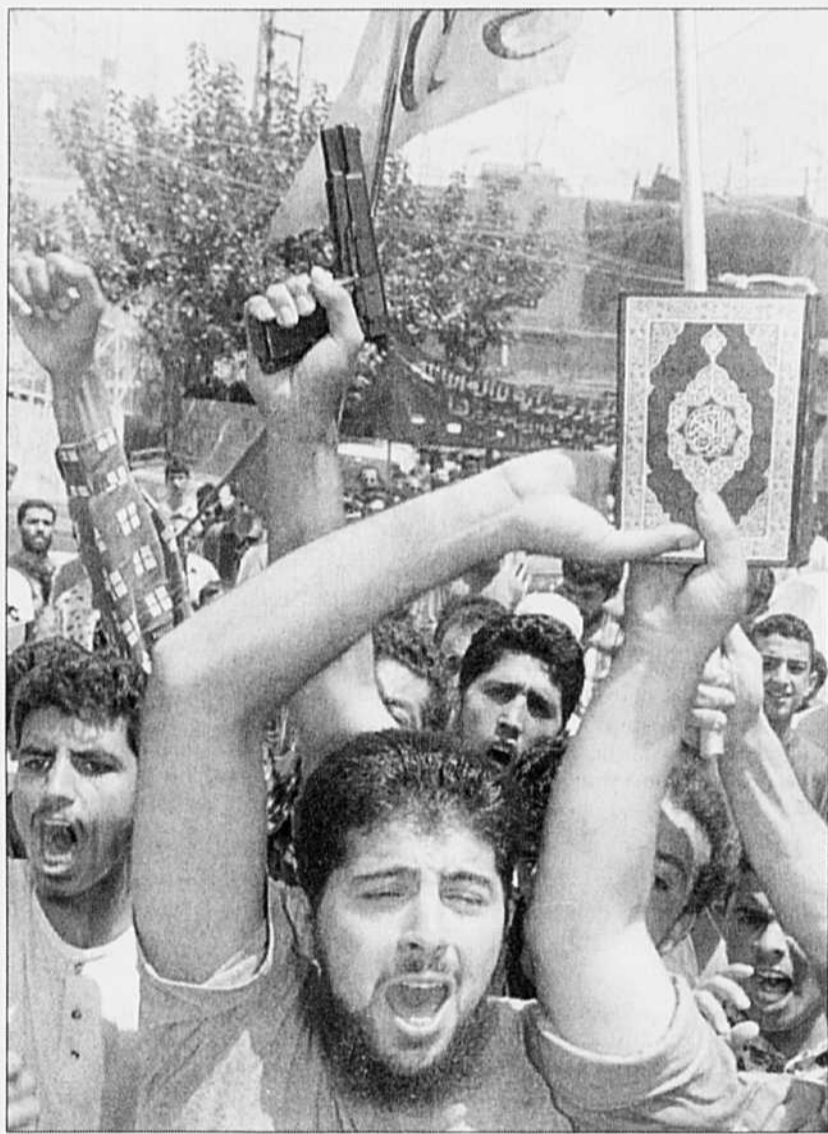
À la suite du rapport d'une commission parlementaire accusant plusieurs ministres de corruption, le Conseil législatif avait adopté jeudi une résolution appelant M. Arafat à remanier son gouvernement et à le remplacer par un conseil de technocrates et d'experts.

Cet appel sans précédent depuis l'avènement de l'Autorité palestinienne en 1994, faisait suite à deux jours de débats en session plénière sur le rapport de 60 pages remis mardi dénonçant la corruption dans la quasi-totalité des ministères palestiniens.

Trois ministres avaient été nommément accusés, Nabil Chaath (Plan et Coopération internationale), Jamil Tarifi (Affaires civiles) et Ali Kawasmeh (Transports). Ils étaient venus mercredi devant le Conseil législatif pour présenter leur défense et protester de leur innocence.

La commission d'enquête avait été mise en place après qu'un audit interne de l'Autorité eut chiffré à 326 millions de dollars le coût de la mauvaise gestion et de la corruption l'an dernier, soit 40 % du budget de l'Autorité. La commission a limité son champ d'action au gouvernement et elle n'a enquêté ni sur la présidence, ni sur les services de sécurité.

La résolution, votée par 57 députés contre un sur les 88 membres du Conseil, donnait jusqu'à septembre à M. Arafat pour changer son gouvernement. Le président de l'Autorité, membre de droit du Conseil, n'avait pas participé au vote mais avait publié un communiqué pour assurer qu'il prendrait «les mesures appropriées en temps voulu».



Des Palestiniens d'un camp de réfugiés du Sud-Liban ont manifesté hier contre les mesures imposées par Israël à leurs compatriotes des territoires occupés.

«M. Arafat est entièrement responsable. Il doit revoir sa politique et prendre quelques décisions courageuses», avait déclaré à l'issue du vote Marouane Barghouti, le responsable pour la Cisjordanie du Fatah de M. Arafat, principale composante de l'OLP.

Hier, le porte-parole de la présiden-

ce américaine avait mis en garde l'Autorité palestinienne sur le risque d'une remise en cause de l'aide américaine. Celle-ci «dépend d'une entente de fond sur la façon dont cette aide sera distribuée et sur la capacité de l'Autorité à gérer efficacement ses propres affaires», avait-il déclaré.

Les dirigeants chypriotes grec et turc concluent un accord

ELIE AUSTA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Nicosie — Les dirigeants chypriotes grec et turc ont créé une ambiance positive, à quelques jours de la reprise de leurs pourparlers politiques, en parvenant à un accord sur le dossier sensible des disparus.

L'accord prévoit un échange rapide d'informations sur le sort de quelque 2000 personnes des deux communautés, disparues lors de l'invasion turque du nord de Chypre en 1974 ou depuis le début des violences intercommunautaires en 1963.

Il a été annoncé par le représentant de l'ONU à Chypre, Gustav Feissel, à la suite d'une réunion à son domicile du président chypriote Glafcos Cléridis et du dirigeant chypriote-turc Rauf Denktaş, la deuxième en quatre jours, consacrée aux dossiers humanitaires.

Cet accord souligne la bonne volonté des deux dirigeants et «devrait avoir un impact positif sur les efforts politiques pour une solution globale», a déclaré M. Feissel vendredi à l'AFP.

«D'autres décisions sur des questions humanitaires seront annoncées au cours des prochains jours», a ajouté M. Feissel, sans autre précision. Parmi les points soulevés aux réunions figurait notamment l'amélioration des conditions de vie de quelque 450 Chypriotes-grecs et maronites «enclavés» dans le nord.

«C'est un pas très positif», a dit M. Cléridis jeudi soir. «Pour la première fois depuis 23 ans, une mesure pratique est décidée. Chacun admet l'existence des victimes de l'autre et s'engage à

remettre des informations et les restes des disparus morts, y compris ceux tués dans des actions militaires», a-t-il ajouté.

Selon le texte d'un communiqué conjoint publié jeudi soir, chaque partie va nommer un représentant pour procéder d'ici fin septembre à «l'échange des informations sur les disparus et le rapatriement de leurs restes».

Les deux dirigeants ont souligné le «refus de toute exploitation politique» de ce dossier et affirmé leur disposition à se réunir de nouveau si nécessaire.

Ils ont également demandé au secrétaire général de l'ONU Kofi Annan de nommer le troisième membre du Comité sur les personnes disparues afin de réactiver cette instance commune paralysée depuis deux ans.

Les Chypriotes-grecs continuent de réclamer des informations sur le sort de 1619 disparus, bien que M. Denktaş ait affirmé en mars 1996 qu'ils avaient été tous tués dans la foulée de l'invasion turque.

Les Chypriotes-turcs avancent des chiffres allant de 450 à 800 personnes disparues entre les troubles intercommunautaires de 1963 et août 1974.

Les deux rencontres à Nicosie ont fait suite à celle tenue en juillet sous les auspices de l'ONU à Troutbeck (États-Unis), en vue de trouver une solution politique à la division de Chypre. Une prochaine rencontre est prévue du 11 au 16 août à Montreux (Suisse). M. Cléridis a confirmé sa participation à ces réunions, alors que M. Denktaş a réservé sa décision jusqu'à lundi.

Selon le quotidien chypriote-turc *Ortam*, M. Denktaş a également décidé de se rendre à Montreux, après consultations avec le gouvernement turc.

Le Rwanda invite le Canada à participer à sa reconstruction

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Le Rwanda souhaite que le Canada considère un partenariat au niveau de la consolidation de ses infrastructures (communications et énergie) et une collaboration au niveau de l'éducation universitaire. C'est ce que le ministre à la présidence, Patrick Mazimhaka, a précisé lors de son passage, jeudi, à Montréal, en se référant à des discussions tenues en juin entre son gouvernement et le Canada: les demandes sont toujours à l'étude. Ottawa a ouvert à Kigali un «bureau d'ambassade» qui relève de l'ambassade du Canada à Nairobi au Kenya. Le bureau de Kigali est dirigé par Gerry Ohlsen.

L'aide bilatérale canadienne au Rwanda s'élève à 60 millions environ depuis janvier 1995 jusqu'à la fin de 1997, selon les chiffres officiels de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Cette agence canalisera ces fonds vers des organisations non gouvernementales, telle l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) ou le CECL, Oxfam-Québec ou Développement et Paix. L'aide bilatérale canadienne a comme volets prioritaires l'aide au ministère rwandais de la Justice et à la formation de la police judiciaire (deux programmes exécutés par l'Université d'Ottawa), en plus de fonds destinés à la construction de maisons familiales ou de logis pour les rapatriés.

S'ajoute à ce bloc, depuis trois ans, un volet multilatéral de 67 millions environ au chapitre de l'aide humanitaire et de l'aide alimentaire dans la région (Rwanda, Ouganda, Burundi, Zaïre et Tanzanie); le quart de ces «ressources multilatérales» passe par divers réseaux de la Croix-Rouge; 30 % transite par des ong canadiennes et 45 % de ces 67 millions atteint les agences des Nations unies comme le HCR et le Programme alimentaire mondial.

Rejoint à son bureau de Kigali au téléphone, mardi, M. Ohlsen a souligné que «tout se déroule très bien» dans la mise en route de ces programmes, même si parfois surgissent des «détails administratifs» ou des difficultés administratives dans une région agitée comme Ruhengeri. L'ACDI souligne M. Ohlsen, est à élaborer une stratégie pour permettre de passer à la «prochaine phase» de programmes touchant ce pays d'Afrique centrale.

Plaidoyer pour la stabilité

Dans un hôtel montréalais, M. Mazimhaka, géologue de profession, pionnier du mouvement d'exilés tutsis qui allait devenir en 1987 le Front patriotique rwandais, ex-ministre de la Réhabilitation et de la réinsertion sociale, a plaidé pour l'essentiel développé un plaidoyer pour la stabilité dans la région des Grands lacs africains. Quant à la présence de troupes rwandaises dans la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), il s'est refusé à en révéler l'ampleur, tout en signalant que des troupes angolaises, ougandaises et tanzaniennes sont aussi sur place à la demande de Kinshasa, non pas comme troupes d'occupation comme le laissent entendre les opposants au président de la RDC Laurent-Désiré Kabila.

L'homme politique rwandais mentionne que son gouvernement est disposé à créer un climat favorable aux investisseurs québécois potentiels et à toute autre société privée (les mines et le gaz naturel offriraient l'un des débouchés). Kigali prépare des privatisations tout en se débattant, à l'interne, avec un taux de prêt bancaire (9 %) qui n'aide pas l'accès des Rwandais au crédit à long terme. «Nous pensons à des moyens de faire baisser ces taux», a-t-il déclaré.

Interrogé sur la possibilité que son pays demande son adhésion au Commonwealth — le pays a maintenant trois langues officielles, dont le français et l'anglais — M. Mazimhaka n'offre pas de réponse directe, mais explique qu'effectivement le Rwanda se trouve à la charnière de pays francophones et anglophones et doit y réfléchir.

Sur le problème de l'éducation, le ministre avoue qu'au primaire il faut prioritairement construire des écoles dans des régions qui en sont plutôt démunies. Seulement 10% des jeunes Rwandais accèdent pour l'instant aux études secondaires ou le manque de professeurs est patent. Enfin, le nombre d'étudiants dans les facultés universitaires vient de dépasser le chiffre de 4000.

Signe concret de remontée de la pente pour l'économie rwandaise, selon le ministre, la production agricole sera en 1997 à un niveau (90 %) qui se rapproche de ce qu'elle était avant la guerre qui a mené à la déroute d'un régime qui fut à l'origine d'un génocide (1994) où l'on compte environ un million de victimes.

É D I T O R I A L

Corruption
tous azimuts

François Brousseau

Un organisme non gouvernemental, Transparency International, vient de rendre public son palmarès annuel de la corruption politico-financière dans le monde. Vaste programme, étude ambitieuse dont il ressort que le Nigeria est perçu comme le pays le plus corrompu au monde, tandis que le Danemark serait presque totalement étranger aux affaires de la malhonnêteté publique. L'occasion, en tout cas, de réfléchir sur un phénomène mondial, pratiquement indissociable de la politique.

La lecture des journaux du monde entier en fournit quotidiennement de nombreux exemples. Abus du pouvoir public à des fins de bénéfices privés; dessous-de-table aux officiels pour l'obtention de contrats; prise de décisions favorables à un particulier en échange d'argent; détournement pur et simple de fonds publics. La corruption, pourrait dire le cynique, c'est la vie...

En tout cas, c'est une affaire assez courante et assez grave pour que de plus en plus de gens — à tort ou à raison — en viennent à croire que les politiciens sont «tous pourris». Pour que des gouvernements tombent régulièrement sous l'opprobre. Et pour qu'un Tony Blair, premier ministre britannique, rende public, pas plus tard que ce jeudi, un nouveau code de conduite pour ses ministres, comprenant les règles les plus strictes en matière de conflits d'intérêts.

Une affaire en partie subjective, dont la perception varie selon les pays, les cultures, le niveau de développement économique. Mais assez objective pour que des organismes comme Transparency International tentent d'en faire une mesure et une évaluation comparative par pays.

Les Italiens, par exemple, ont longtemps accepté comme une fatalité, comme un mal nécessaire, le fait de payer des officiels pour obtenir le moindre contrat, des fonctionnaires pour le moindre service, et des politiciens pour une petite entorse législative. Mais à partir de 1992, dans un psychodrame national (*Mani Pulite*) qui a inspiré des pays voisins (France, Espagne), l'Italie a fait un grand ménage dans son personnel politique, expulsant toute l'ancienne classe au pouvoir, et mis théoriquement à l'index les pratiques de corruption... sans qu'elles ne disparaissent pour autant. On ne se refait quand même pas en cinq ans!

La corruption est un phénomène mondial, qui passe les frontières. Une classification par pays peut en conséquence s'avérer déficiente, lorsqu'il s'agit d'évaluer la corruption dans ses dimensions transnationales. Il n'empêche: derrière des pratiques de passe-droits, d'arrangements, d'enveloppes brunes... il y a souvent de bonnes vieilles traditions bien nationales.

L'investissement étranger, selon Transparency International, est en forte déclin direct de la perception de ce pays comme «honnête» ou «corrompu». Le pourcentage de l'argent en circulation dans un pays qui est prélevé par les «réseaux», par les dessous-de-table, les pots-de-vin, équivaut en réalité à une taxe... laquelle, bien entendu, fait fuir les investisseurs.

On note dans la liste de T. I. que les pays du sud, et les pays «en voie de développement» sont en tête, et de loin, pour l'étendue de la corruption dans la vie publique et dans la conduite des affaires: Nigeria, Bolivie, Colombie, Pakistan, Mexique, Indonésie. Mais il y a des exceptions, par exemple l'Italie, en 23e position à partir de la queue, et la nordique Russie, au quatrième rang mondial de l'infamie corruptrice.

La position prédominante des mafias dans le nouveau «capitalisme sauvage à la russe» est bien connue. Au-dessus d'un certain niveau de revenus — la plupart du temps illégitimes et soigneusement cachés, à preuve ce ridicule théâtre du «dévoilement des revenus» qui fait rire le Tout-Moscou ces jours-ci —, on ne se déplace pas dans la capitale russe sans

une armée de gorilles privés. Mafias, corruption, violence: un cycle infernal.

Mais cela veut-il dire que le Danemark, la Finlande, la Suède et le Canada — qui sont au sommet du palmarès de la «propreté» — sont vraiment au-dessus de tout soupçon? Avec l'affaire Airbus autour de Brian Mulroney, on avait pu croire un moment que le Canada allait connaître à son tour un *Mani Pulite* à l'italienne. L'alerte fut décrétée fautive, et l'affaire classée. Partie remise? Le Canada est-il vraiment «propre» du point de vue des rapports entre politique et finance?

Des gouvernants de pays du sud visés par Transparency International, comme la Malaisie, ont crié à «l'impérialisme culturel», face à ce qu'ils considèrent comme un affront à leur réputation.

On connaît bien la théorie asiatique de la «spécificité culturelle», servant à justifier de façon idéologique la combinaison d'autoritarisme politique et de libéralisme économique débridé, commune en Asie du Sud-est. Une théorie qui sert à repousser les assauts d'Amnistie internationale, *Asia Watch* et autres organisations fureuteuses et moralisatrices. Mais la protestation des dirigeants malais, accusant les Occidentaux de les juger selon «leurs» critères, sert surtout à couvrir des pratiques de type mafieux.

Dans un registre opposé, le mauvais classement du Pakistan — où le régime Benazir Bhutto, récemment déchu, avait de l'avis général abattu des sommets de corruption — a suscité un véritable mouvement populaire, nourri d'exaspération et de désir de changement. Dans ce cas, la pulsion purificatrice — même au prix d'une lourde autocritique nationale — l'a emporté sur le patriotisme outragé des élites.

Mais il n'en est pas moins vrai que le jugement sur la corruption — réelle ou alléguée — peut et doit faire la part des choses, acceptant au moins une petite dose de relativisme économique et culturel. De plus, un pays riche qui maintient des pratiques plutôt «propres» au niveau national, peut fort bien exporter ses turpitudes, «arroser» les petits pays du Sud pour mieux les exploiter, et fermer les yeux sur les conditions du commerce à l'étranger. Pensons à Cuba qui, dans les années 50, était le bordel de la puritaine Amérique, laquelle se donnait pourtant — hier comme aujourd'hui — en exemple «moral» au monde entier.

«La corruption qui sévit dans les pays en voie de développement est en grande partie une conséquence directe des comportements de sociétés multinationales basées dans les riches pays industrialisés, qui n'hésitent pas à recourir aux versements de pots-de-vin généreux pour obtenir des contrats», a d'ailleurs déclaré Peter Eigen, président de Transparency International, à l'occasion de la présentation de son rapport annuel.

Certains diront qu'après tout, le «stade mafieux» est un passage obligé du développement socio-économique. Qu'au début du XXe siècle, le capitalisme moderne et les grandes fortunes aux États-Unis se sont bâtis sur le banditisme, sur l'extorsion et les trafics douteux. Une vision optimiste à Moscou postule d'ailleurs qu'il pourrait, demain, en aller de même en Russie.

Une vision «réaliste», désenchantée de la politique et de la nature humaine, croit à la pérennité et au caractère inévitable de la corruption. Mais la corruption est souvent, au contraire, un frein au développement et à la prospérité, une ponction coûteuse sur le travail et la productivité nationale, une injustice pour le plus grand nombre. Et, dans certains cas extrêmes, une véritable tragédie humaine.

FILE INDIENNE
ET PETITS PAS...

Le casse-tête québécois

Le chef du Parti libéral du Québec (PLQ) se réjouit de ce que les principaux chefs d'entreprises canadiennes reconnaissent le caractère «unique» du Québec et invitent les premiers ministres provinciaux à en faire autant.

Daniel Johnson peut avoir quelque motif de se réjouir, du moins en apparence. Après tout, même si le concept de société distincte est cliniquement mort depuis sept ans — enterré avec l'Accord du lac Meech —, c'est lui qui, en preux chevalier, continue de le trimballer au Québec et de s'en faire le propagandiste d'une province à l'autre. Dans les Maritimes et dans l'Ouest l'hiver dernier, en juin en Ontario, il ne cesse de promouvoir, sinon les termes, du moins la substance de cet anachronisme dont la seule mention soulève des hauts-le-cœur au Canada anglais.

Qu'à cela ne tienne. N'écouter que son courage, le chef libéral presse les dirigeants politiques et les leaders d'opinion du ROC de trouver un meilleur terme que celui de société distincte, puisque le pestiféré l'a fait frémir. Et voilà qu'après un an de palabres et de remue-ménages, sous le pompeux nom de Confédération 2000, le très éclectique Conseil canadien des chefs d'entreprises accouche de la trouvaille du siècle: «le caractère unique de la société québécoise» est enfin reconnu. Et pas par des béotiens, par un puissant aréopage tout ce qu'il y a de plus *blue chip*.

Mieux encore. Le premier ministre de l'Alberta accepte de se faire le messager de ce message fulgurant auprès de ses homologues, à leur réunion annuelle de la semaine prochaine à Saint. Andrews-by-the-sea. Ce serait parfait si Ralph Klein ne se contentait pas d'être le porteur du ballon «unique» et en faisait la promotion, en tandem, par exemple, avec son ami Mike Harris, de l'Ontario. Mais les deux compères, qui ont fourbi leurs armes cette semaine à Edmonton, avalent leur hot-dog de travers à la seule mention de la société distincte, unique, particulière,

spéciale, que serait le Québec. Un «désastre», s'insurge M. Harris.

Les deux chefs des provinces les plus riches veulent bien discuter d'un nouveau partage des pouvoirs, de «dévolution», comme ils disent, d'Ottawa vers les provinces. Mais la patate chaude du cas québécois se patote de l'un à l'autre, sans qu'aucun ne veuille en disposer. Tous les Canadiens sont égaux, répètent-ils en chœur avec leurs homologues du ROC, pas question que les Québécois soient plus égaux que les autres. Et personne, depuis la déconfiture de Charlottetown, n'a l'intention de soulever le couvercle constitutionnel.

M. Klein, qui se prétend neutre à cet égard, parle même de jeter au panier les résolutions adoptées à Ottawa l'hiver dernier — quant à la reconnaissance de la société distincte et du droit de veto des cinq «régions» canadiennes — et de repartir à zéro. N'empêche, estime M. Johnson, le dossier évolue dans le bon sens, et il a eu raison d'insister tant et plus.

On se réjouit comme on peut, surtout quand l'adversité s'acharne sur vous, que votre influence et votre rayonnement sont pâlots et faiblards. Mais de là à saluer comme un grand pas en avant l'apparition, dans un ciel bouché, d'une ombre fugace et innommable, il y a une marge. Que M. Johnson franchit allégrement, telle ment les motifs d'éclaircie se font rares pour les libéraux.

Le premier ministre Chrétien n'en fait qu'à sa tête et il a oublié depuis longtemps ses engagements référendaires d'octobre 1995 aux Québécois. M. Johnson a bien essayé de les lui rappeler, notamment en tentant de faire revivre une vague notion d'interprovincialisme, mais ses rododendons ne sont pas prises au sérieux à Ottawa.

Ce qui est affligeant, c'est que M. Johnson, si sérieux et expérimenté soit-il, s'accroche encore à un concept aussi éculé et suranné que celui de société distincte, fût-il édulcoré de caractère unique ou spécifique. Pas plus qu'ailleurs au Canada, les Québécois

ne veulent mener un combat d'arrière-garde qui équivaut au mieux à faire du sur-place, au pire à un recul humiliant. Car on est loin, fort loin, des exigences minimales de Meech.

De la part des banquiers et des grands entrepreneurs, on comprend qu'ils incitent les premiers ministres fédéralistes à faire la part plus belle au Québec. Mais un chef québécois, qui a été premier ministre, si brièvement que ce soit, et qui aspire à le redevenir l'an prochain, ne saurait se contenter de bonnes intentions et de vagues vœux pieux. C'est pourtant ce que fait M. Johnson en entretenant l'illusion, de Halifax à Vancouver, qu'il suffirait de quelques mots magiques pour faire droit aux doléances du Québec.

Il fut un temps, pas très lointain, où des empêcheurs de tourner en rond, des jeunes surtout, auraient rappelé au premier ministre ou au chef de l'opposition issu du PLQ que son rôle n'est pas d'appaiser ou de ne rien demander à ses «partenaires», mais de faire valoir, envers et contre tous, à temps et à contretemps, les revendications fondamentales du Québec. De Lyngé à Bourassa, en passant par Resan, cette exigence nationaliste était fort rude, mais implacable et incontournable.

Malheureusement, les jeunes libéraux, occupés à leurs petites affaires concrètes et pragmatiques, sont tellement entrés dans le moule de leurs aînés, qu'eux aussi évacuent la question de l'avenir du Québec. Après leurs escarmouches référendaires de 1995 et après leur congrès de l'an dernier, ils se contentent désormais des approximations de leur nouveau programme, au titre prétentieux de *Garantir l'avenir*.

La famille, les nouvelles technologies, Pinocchio en politique, sont certes des thèmes importants. Mais que sont-ils si l'on ne balise pas d'abord l'avenir même de la société, du peuple québécois?

M. Johnson s'accroche à une ombre fugace du «progrès». Hélas, les jeunes libéraux lui donnent raison. Heureusement, les premiers ministres, tièdes, avant même de prendre la route du Nouveau-Brunswick, refusent de jouer au casse-tête québécois avec des mots creux qui ne veulent rien dire.

Mal nécessaire
ou fléau
à combattre?

L E T T R E S

Des soins de santé
de qualité

Récemment, à l'émission *Raison Passion*, Denise Bombardier, qui recevait le docteur Ayoub, oncologue, lui demanda ses réactions face aux corridors dans nos urgences d'hôpitaux. Le Dr Ayoub lui répondit quelque chose comme: «Le plus important me semble la qualité des services reçus...»

Après avoir passé une journée et une nuit dans un corridor de l'Hôtel-Dieu à Montréal, je puis témoigner que je suis d'accord avec le docteur Ayoub.

J'ai reçu des soins de qualité. Dès la première demi-heure, le processus était déjà en marche: prise de sang, analyse d'urine, radiographie, soluté... Et j'y ai rencontré un personnel chaleureux, respectueux et compétent. Je tiens à le souligner parce que dans ce même corridor, j'y ai entendu des propos très négatifs... de quoi se demander si certains patients ne se penchent pas à l'hôtel plutôt qu'à l'Hôtel-Dieu!

Il m'apparaît important de reconnaître le privilège que nous avons comme Québécois de profiter encore, en période de compressions, d'un régime universel de santé d'une qualité

peu commune; et j'aurai eu à déboursier, pour ce séjour, le gros montant de cinquante cents pour deux téléphones à mes enfants.

Merci à l'Hôtel-Dieu.
Suzanne Graton
Boucherville, 23 juillet 1997

La dure réalité

Une dépêche de l'Associated Press nous apprenait récemment que les gens informés et lucides du Québec savent depuis belle lurette que le Canada français hors Québec est cliniquement mort dans son ensemble.

À l'exception de l'Ontario et du Québec (nord-est de la péninsule et Acadie), les francophones ne le sont que sur papier et dans les statistiques. Et quelles statistiques!

Il y a moins de francophones à Terre-Neuve que dans un quadrilatère de Limoulu.

En Colombie-Britannique, ils ne représentent pas un demi de 1% de la population. Et quelle triste réalité se cache derrière ces chiffres déjà très significatifs?

La dépêche (américaine, je le souligne) nous éclaire un peu plus: 60% de la poignée de francophones de trois provinces de l'Ouest ne parlent plus leur langue à la maison.

Et ce n'est pas tout.

N'importe quel linguiste amateur qui se pencherait sur le problème nous dirait que non seulement le vocabulaire, mais aussi l'intonation et la syntaxe des francophones sont déjà clairement anglophones. Il n'y a qu'à les entendre lorsqu'un journaliste de Radio-Canada réussit à en dénicher un pour mieux nous faire croire que le Canada est francophone *from coast to coast*.

Ces données doivent-elles nous surprendre? Non. La dure réalité est plus tenace et forte que la plus grande générosité. Dans les faits, les drapeaux «Sheila Coppins», ce sont des flags.

Qui prend pays prend parole. En choisissant de vivre au Canada, il faut s'attendre à parler anglais tôt ou tard, et de plus en plus tôt: c'est normal, c'est un pays de langue anglaise.

Pour vivre en français en Amérique, il faut choisir le Québec et non le Canada.

Quant aux communautés francophones limitrophes, elles n'ont d'espoir à long terme que si elles peuvent négocier leur avenir avec la majorité anglophone en s'appuyant sur un Québec fort et souverain.

Suzanne Beauvais
Québec, 24 juillet 1997

À P R O P O S

... de l'efficacité énergétique

L'efficacité énergétique offre plusieurs avantages par rapport à ses concurrents du côté de la production. D'abord, elle s'avère souvent moins coûteuse que la construction de nouveaux ouvrages. Ensuite, en diminuant les coûts d'exploitation, elle rend les entreprises et l'économie globale plus efficaces et, par conséquent, plus compétitives. Chez les particuliers, elle permet de libérer des sommes d'argent importantes qui peuvent être injectées dans l'économie et entraîner un effet dynamique et stimulant. Cette dynamisation de l'économie crée plus d'emplois que celle liée à la construction d'ouvrages de production et les emplois sont plus décentralisés et donc près des communautés qui en ont besoin. Les investissements directs associés aux travaux d'efficacité

énergétique créent eux aussi des emplois à la fois plus nombreux et géographiquement mieux répartis que ceux associés aux grands ouvrages électriques. Enfin, l'efficacité énergétique permet de minimiser les impacts environnementaux associés à la construction et l'exploitation d'équipements de production d'électricité, que ceux-ci soient de type hydro-électrique, thermique, éolien ou même solaire. Cela permet de conserver des ressources pour les générations futures et d'améliorer la santé des citoyens d'aujourd'hui.

Rapport final de la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale du Québec, Examen des orientations de la société Hydro-Québec, juin 1997.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSAÇON, ROLAND YVES CARIGNAN

Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

IDÉES

L'université doit rester un service public

Le désengagement de l'État dans l'enseignement supérieur est une catastrophe

ROCH DENIS

Président de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU)

Le désengagement de l'État et son corollaire, la réduction des fonds publics alloués aux universités, s'est accompagné, au cours des dernières années, de discours de la diversification des sources de financement. Ce discours constitue essentiellement un plaidoyer favorable à l'augmentation des sources privées du financement des établissements. Le mouvement en ce sens, que ce soit par l'augmentation des droits de scolarité ou par le financement privé de la recherche, a commencé à susciter des critiques et des remises en cause.

Ainsi, la Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires du Conseil supérieur de l'éducation écrivait en 1996 dans son avis sur le financement des universités:

«Il importe de remettre en question le mouvement qui entraîne un rétrécissement constant de la proportion du financement de sources publiques en faveur du financement de sources privées. [...] Ce mouvement ne peut sûrement prendre plus d'ampleur sans susciter des questions sur l'accès aux activités universitaires, notamment pour certains individus ou groupes sociaux. Il en résulte aussi à propos de la vie universitaire elle-même, si l'on songe aux relations d'indépendance-dépendance qui existent avec les bailleurs de fonds [...] Il faut donc examiner de près ce mouvement qui consiste à faire transiter le financement universitaire de plus en plus par des sources privées, qui sont par ailleurs largement soutenues par l'État: l'aide financière, les programmes de soutien aux entreprises, les bénéfices fiscaux.»

La diversification des fonds en faveur des sources privées a alimenté l'esprit de concurrence entre les établissements universitaires. Elle a encouragé la formulation de projets destinés à redistribuer les fonds publics en baisse entre les établissements selon de nouvelles lignes de partage. Remettant en question les universités en ré-

gion et leur développement aux trois cycles d'études, des témoins de la scène universitaire et médiatique ont préconisé une concentration des fonds destinés à la recherche vers les grandes universités.

Hierarchisation des établissements, nouvelle classification entre universités de premier cycle et universités de recherche; déreglement des droits de scolarité par établissement et par domaine disciplinaire; impartition de fonctions, de prérogatives et de services universitaires au secteur privé; autant de lignes d'action qui dessinent le portrait d'une nouvelle entreprise du savoir dont le caractère universitaire est de plus en plus incertain.

L'autonomie en péril

Ces processus ont tous en commun de mettre en cause l'autonomie universitaire. Ils alimentent l'ingérence du pouvoir politique, que l'on assimile à tort à une exigence d'imputabilité. Invoquant l'opinion publique, les gouvernements, partout, cherchent à augmenter le degré de contrôle de l'utilisation des fonds publics alloués aux universités. C'est une chose. Mais plus les fonds sont coupés, plus les appels au contrôle s'intensifient.

On passe ainsi progressivement du contrôle des fonds à celui du rendement académique des universités. Dans de nombreux pays comme au Canada, on a mis à contribution les Vérificateurs généraux, non seulement pour examiner l'usage des fonds, mais aussi pour proposer des mesures d'efficacité dans leur utilisation, comme par exemple dans l'aménagement de la tâche professorale. Au Québec, la loi 95 adoptée à l'initiative conjointe de l'ex-ministre de l'Éducation, Jean Garon, et de son vis-à-vis Henri-François Gauthier, critique de l'opposition en matière d'enseignement supérieur, oblige désormais chaque établissement à déposer un rapport annuel sur sa «performance» académique.

Plus récemment, la loi 104 s'est appliquée, contre toute attente et toute négociation préalable, aux établissements afin d'imposer une réduction des masses salariales de tous leurs groupes d'emploi. Les protestations sont venues à bout de la décision gouvernementale qui a été révisée.

Les gouvernements veulent contrôler l'université de plus près, mais simultanément, on les voit réduire ou cou-



ARCHIVES LE DEVOIR

«L'université que l'on nous propose c'est l'université marchande...»

per, au sein même de leur propre appareil, les instances où s'établissaient une reconnaissance et une expertise spécifiques de l'institution.

En 1993 au Québec, le Conseil des universités a été aboli. Et depuis, le poste de sous-ministre adjoint et la direction des affaires universitaires et scientifiques du ministère de l'Éducation ont été supprimés à la faveur d'une fusion avec la direction du collégial. Une direction de l'enseignement supérieur a été mise en place, mais du fait des coupures de postes massives, l'expertise universitaire spécifique qui s'était construite depuis 30 ans au sein du ministère a été à toutes fins utiles démantelée et ne sera pas remplacée.

C'est donc en étant noyée dans l'ensemble des préoccupations, au demeurant essentielles, des autres ordres d'enseignement que l'université se trouve pointée du doigt. Ici le contrôle public effectif fondé sur une expertise spécialisée a toutes les chances d'être remplacé par sa caricature, la démagogie politicienne fondée sur l'ignorance, les préjugés et le mépris. Cette situation constitue un recul pour l'université et pour la défense de son rôle dans la

société. En Europe comme en Amérique du nord, les gouvernements, en règle générale, se proclament respectueux de l'autonomie universitaire et de la liberté académique. Mais leurs actions, depuis plusieurs années, ont contredit cette prétention.

Au nom de l'imputabilité qui trouve peu d'opposants, ce que l'on voit pratiquées ce sont des formes plus ou moins subtiles d'ingérence que les politiciens tournent parfois en véritable inquisition. Si la nouvelle alliance de l'État et du privé devait désormais prétendre fixer les axes du développement universitaire, non seulement serions-nous en présence d'une véritable dénaturation des notions d'imputabilité et de reddition de comptes, mais ce sont les programmes d'études, la recherche et la création, la formation elle-même, qui à court terme seraient conduits à la déroute et n'auraient plus d'universitaires que le nom.

L'université qu'on nous propose, c'est l'université marchande, c'est l'université du retour à l'élitisme de naguère présenté comme le dernier cri du postmodernisme.

Mais face à elle, l'université qu'il

nous faut défendre et promouvoir aujourd'hui, c'est une université ouverte sur la société, capable de répondre à ses attentes et contribuant au progrès de la collectivité dans son ensemble.

C'est donc une université:

- accessible à tous et axée résolument sur la réussite du plus grand nombre et une action pédagogique systématique contre l'échec et l'abandon; c'est une institution au service de la formation supérieure des citoyens dans un environnement stimulant;
- financée essentiellement par les fonds publics et dotée d'un niveau de financement adéquat, misant sur des emplois stables et non sur la précarité, et bénéficiant du soutien complémentaire des sources privées au bénéfice du développement institutionnel;
- autonome vis-à-vis de tout pouvoir extérieur, qu'il soit politique, religieux, économique;
- imputable auprès de la société et des autorités publiques de la gestion des fonds qui lui sont alloués et des grandes orientations de son développement, mais entièrement libre de sa gouvernance administrative et académique;

■ fondée sur le plein respect de la liberté académique, pivot essentiel de l'indépendance institutionnelle et de la capacité critique, créatrice et innovatrice des professeurs et des étudiants;

■ fondée sur le maintien et la promotion du lien effectif entre l'enseignement et la recherche;

■ gérée démocratiquement en collégialité et en transparence, et dotée d'une administration au service de celles et de ceux qui œuvrent à la réalisation de la mission universitaire;

■ développée en réseau par la concertation des établissements, au bénéfice des programmes d'études et de la recherche, et dans une perspective globale étrangère à la concurrence et à l'esprit mercantile;

■ fondée sur le développement intégral aux trois cycles d'études de tous les établissements sur l'ensemble du territoire, sur le respect des champs d'expertise spécifiques en enseignement et en recherche mis en œuvre par chaque établissement, sur l'aménagement cohérent de leur complémentarité;

■ respectueuse des droits des personnes et de l'équité, garantissant l'égalité des chances et de traitement pour les femmes et la reconnaissance effective des libertés d'organisation, de représentation et de négociation collective;

■ détentrice du monopole public des prérogatives et du titre de la formation et de la diplomation universitaires garantissant par le processus de reconnaissance ou d'accréditation législative publique.

Ces caractéristiques énoncées succinctement définissent les contours de l'université comme service public. Souvent le caractère public de l'institution a été associé exclusivement à la source publique de son financement. S'il demeure essentiel, ce fondement n'est pas le seul car quel que soit le statut juridique des établissements, c'est la mission même de l'université, sa responsabilité sociale à l'égard de la formation supérieure des citoyennes et des citoyens et du développement des connaissances qui fait d'elle, d'abord et avant tout, une grande institution de nature publique.

Renoncer au caractère public de l'Université ce serait la mettre au service d'intérêts particuliers de tous ordres, ce serait lui proposer d'abandonner sa nature et son rôle irremplaçables.

La publicité dans les musées n'est pas un scandale

DANIELLE SAUVAGE

Directrice des communications
Musée des beaux-arts de Montréal

J'ai pris connaissance de l'article que vous avez publié à la une du *Devoir*, le vendredi 18 juillet 1997, sur la commandite au Musée des beaux-arts de Montréal.

Intitulé «Ca mérite une paire de baffes» et signé par Serge Truffaut, ce texte se veut une dénonciation des nombreuses manifestations de la commandite au Musée, qui serait ni plus ni moins une «offense faite au citoyen». «C'est indécent. Ça mérite une paire de baffes», conclut votre collaborateur, après avoir débité d'un trait une succession de faussetés, d'interprétations tendancieuses et de jugements arbitraires. Je tiens donc à rectifier les faits.

Soulignons d'abord les erreurs nombreuses que contient cet article.

«Un engin baptisé Aurora qui était déjà là lors de la précédente exposition et même celle d'avant.» La voiture installée dans le hall d'entrée du Musée y est en fait depuis le 16 juin 1997, dans le cadre d'un programme de mise en valeur de notre collection permanente. «Les chefs-d'œuvre en détail.» Il n'y avait pas de voiture au Musée depuis l'exposition *Magritte*, présentée l'été dernier. Il n'y avait donc pas d'automobile au Musée pour les expositions *Le Groupe des Sept*, *Joe Fafard* ou *Objectif Corps* présentées depuis.

«Un stand Esso Impériale derrière lequel siègent deux représentants. De qui? D'Esso, évidemment.» La compagnie pétrolière Impériale est associée au Musée depuis 13 ans, dans le cadre des Dimanches-Esso, et cet appui fidèle lui a d'ailleurs valu l'autonomie dernier grand prix Arts-Affaires de la Ville de Montréal. Évidemment, les deux personnes qui pilotent le kiosque des Dimanches-Esso ne sont pas des représentants d'Esso mais bien des animateurs de notre Service de l'Éducation et de programmes publics chargés de guider parents et enfants à travers le Musée.

«Payer entre 20 et 30 \$ pour une affiche pleine de logos, vraiment...» Les affiches promotionnelles ne sont jamais vendues plus de 10 \$. L'affiche de l'exposition *Paradis perdus*, commanditée par Sun Life, et à laquelle M. Truffaut fait référence, se vendait justement 10 \$.

«En gros, le logo de Métro.» Sur la bannière d'*Astérix, l'exposition*, qui mesure 24' x 18', le logo de Métro occupe 38' x 11', soit environ 1/150 de l'espace.

Ces erreurs, pensez-vous, ne sont pas très importantes. C'est vrai qu'elles auraient pu être évitées si l'auteur s'était donné la peine de faire les vérifications d'usage.

Ce qui est plus grave, c'est l'esprit réducteur qui domine du début à la fin de l'article. Quelle attitude élitiste! Quelle morgue! Il ne serait pas venu à l'idée de M. Truffaut de dénoncer la commandite des événements sportifs, des festivals ou des télé-séries, mais il n'accepte pas la commandite dans ou des télé-séries, mais il n'accepte pas la commandite dans les musées. Sous quels prétextes? Les musées seraient-ils des chasses gardées réservées à une poignée d'ir-

réductibles puristes? Et tout ce qui porte une marque de commerce devrait-il être jeté aux poubelles? ... comme la lettre du commanditaire insérée dans un catalogue? Je ne connais pas M. Truffaut mais il a dû, à l'occasion, comme des millions d'autres consommateurs, acheter de luxueuses revues remplies à 80 % de pages publicitaires ou des vêtements et accessoires griffés.

Le message du commanditaire au début du catalogue *Exilés et émigrés* — une page sur 438! — et la présence très discrète de son logo dans la liste des personnes et sociétés responsables de la publication, n'enlèvent absolument rien à la valeur de celle-ci. Si M. Truffaut a pris connaissance des 437 autres pages du catalogue, il doit se rendre à l'évidence: cette publication magistrale qui se vend 59,95 \$ (et non pas 70 \$) vaut son pesant d'or.

Il en est de même du contenu des expositions présentées

au Musée des beaux-arts de Montréal. Tant *Exilés et émigrés* qu'*Astérix, l'exposition* sont des manifestations de très haut niveau — et cette fois, la critique est unanime. Que des commentaires s'y intéressent, tant mieux!

Ce qui nous amène au cœur du sujet: pourquoi le Musée des beaux-arts de Montréal accueille-t-il autant de commanditaires? C'est d'abord pour des raisons économiques, on l'aura compris. Il faut se rappeler que le Musée des beaux-arts de Montréal n'est pas un musée d'État, comme le Musée d'art contemporain, le Musée du Québec, le Musée de la civilisation ou le Musée des beaux-arts du Canada. Il doit générer de lui-même plus de 40 % de ses revenus, le reste provenant de subventions gouvernementales. Or ces subventions diminuent année après année.

Notre Musée a subi depuis cinq ans des coupures massives des subventions du ministère de la Culture et des

communications du Québec. Le ministère du Patrimoine canadien a de surcroît aboli le programme qui permettait d'assumer en partie les coûts d'assurance des grandes expositions; comme le Musée des beaux-arts de Montréal est l'un des seuls musées au Canada à organiser des expositions d'envergure internationale, il est pénalisé plus que les autres par la suppression de ce programme d'appui.

Dans un tel contexte, le Musée se doit de multiplier les efforts pour développer de nouveaux partenariats: avec les autres musées, avec les universités, avec les communautés culturelles, avec des organismes culturels et touristiques, et bien sûr, avec le milieu des affaires.

Les enjeux, comme on le voit, ne sont pas seulement économiques. Car en tissant ce réseau serré de partenaires, le Musée assure son rayonnement comme il ne pourrait jamais le réussir de façon isolée. Qu'on pense, par exemple, à la promotion organisée par Métro, le commanditaire d'*Astérix, l'exposition*, auprès de ses marchands du Grand Montréal: pendant toute la durée de l'exposition, soit jusqu'au 16 novembre, tous les clients des marchés Métro seront invités à participer au Concours *Astérix* organisé dans le cadre de l'exposition. Ceci assure au Musée une visibilité et une notoriété qu'il n'aurait pas eu les moyens de se payer sans la participation de Métro. De même, la Société de valeurs First Marathon a invité à l'avant-première de l'exposition *Exilés et émigrés* des centaines de clients et collègues; plusieurs d'entre eux n'étaient jamais venus au Musée, qu'ils ont découvert avec plaisir.

La commandite sert donc aussi nos objectifs de promotion, en nous aidant à faire connaître et apprécier le Musée.

Car finalement, c'est ça que nous souhaitons: que le Musée des beaux-arts de Montréal continue d'être fréquenté par les Montréalais et les touristes. Le Musée est devenu un des «attraits» les plus populaires de la métropole, et les sondages que nous faisons régulièrement auprès de nos visiteurs indiquent leur haut degré de satisfaction. Ces mêmes sondages, soit dit en passant, révèlent que les visiteurs ne sont pas offensés par la visibilité accordée sur les lieux aux commanditaires. Qu'il s'agisse d'une voiture dans le hall d'entrée ou d'un logo sur une bannière, ce sont là des témoignages tout à fait familiers pour nos visiteurs et ils ne s'en formalisent aucunement.

Si le Musée des beaux-arts de Montréal a su au cours des années se mériter ainsi l'appui du public, c'est évidemment à cause de la qualité exceptionnelle de ses expositions (temporaires et permanentes) et de ses programmes éducatifs et culturels. Mais c'est aussi parce qu'il a choisi la voie de l'ouverture et de l'accessibilité par toutes sortes de mesures: l'entrée gratuite à la collection permanente, les journées portes ouvertes, les événements spéciaux, les partenariats avec le milieu scolaire, le milieu communautaire, le milieu touristique, le milieu des affaires. La commandite fait partie de cette démarche.

Que votre collaborateur ne voit pas cette réalité et joue les vierges offensées, voilà qui est indécent. Et ça mérite une paire de baffes.

Serge Truffaut répond...

Par où commencer? Peut-être bien par l'automobile. Pour le bénéfice du lecteur, il faut rappeler que j'avais souligné ceci: «Si notre mémoire ne nous trompe pas...». Cela étant, je suis heureux d'apprendre à la lecture de votre réplique qu'il n'y avait pas de voiture au Musée depuis l'exposition *Magritte* présentée l'été dernier. CQFD: elle était là antérieurement.

En ce qui concerne l'affiche de l'exposition *Paradis perdus*, je confesse avoir omis de préciser que lors de la rédaction du prospectus j'avais à l'esprit cet exemple laminé que vous proposiez au prix mentionné dans l'article. Je me souviens qu'à l'époque je m'étais demandé: «Quelle alternative s'offre au consommateur qui ne veut pas avoir dans son salon le logo imprimé dans le haut de l'affiche, celui de Sun Life, et les logos dans le bas de l'affiche, à part... scier le haut et le bas de l'affiche laminée!»

Pour ce qui est du prix du catalogue *Exilés + Émigrés*, vous écrivez: «Cette publication magistrale se vend 59,95 \$ (et non pas 70 \$)». Mme Sauvage, je m'excuse de vous rappeler que dans le texte, j'avais écrit: «Taxes incluses, on débourse près de 70 \$». A ce que je sache, la TPS et la TVQ n'ont pas encore été abolies.

Ensuite, vous soulignez: «Il ne serait pas venu à l'idée de M. Truffaut de dénoncer la commandite des événements sportifs, des festivals ou des télé-séries, mais il n'accepte pas la commandite dans les musées.»

Un, il m'est arrivé de dénoncer, non pas la commandite en tant que telle, mais bien les abus de celle-ci lors des festivals, notamment du jazz. Deux, le Musée, contrairement par exemple au centre Moulon, appartient à tous et à toutes parce que toutes et tous nous le... subventionnons! Trois, et c'était mon propos, je n'ai pas critiqué le fait que telle exposition soit commanditée, mais plutôt les pré-

sences des logos et messages des commanditaires dans les objets que nous achetons. Les objets que nous ramè-nons chez nous.

Que des symboles de Air Canada et surtout Lufthansa, sans oublier le texte accompagnant ceux-ci, se retrouvent sur une page où l'on aperçoit les opposants au fascisme emprisonnés au camp d'internement des Milles sous le régime de Vichy, cela, me semble-t-il, est un manque de tact.

Passons maintenant aux attaques personnelles que vous formulez dans votre réplique. Élitiste dites-vous? Il est vrai qu'après fréquentation des musées, j'en suis arrivé à préférer la peinture d'un Picasso à la peinture à numéros. C'est ainsi. Je le confesse.

«...acheter de luxueuses revues... ou des vêtements et accessoires griffés.» Helas, non! Très sincèrement, me sachant inculte, béotien, j'achète plutôt des livres. Tenez, il y a peu j'ai lu un essai, en format poche, de Alain Finkielkraut intitulé *La défaite de la pensée*. Il traite justement de ce qui nous occupe. A savoir, la mise sur un même pied, pour prendre un de ses exemples, des pièces de Shakespeare et des chaussures Charles David.

Ce philosophe conclut ainsi son propos: «La barbarie a donc fini par s'emparer de la culture. À l'ombre de ce grand mot, l'intolérance croît, en même temps que l'infantilisme. Quand ce n'est pas l'identité culturelle qui enferme l'individu dans son appartenance et qui, sous peine de haute trahison, lui refuse l'accès au doute, à l'ironie, à la raison — à tout ce qui pourrait le détacher de la matrice collective, c'est l'industrie du loisir, cette création de l'âge technique qui réduit les œuvres de l'esprit à l'état de pacotille (ou, comme on dit en Amérique, d'entertainment). Et la vie avec la pensée cède doucement la place au face-à-face terrible et dérisoire du fanatique et du zombie.» S. T.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur, Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Clément Trudel, Serge Truffaut; Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duchois et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Paule des Rivières, Louise Leduc, Jean-Pierre Legault, Benoît Mungier, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dufresne, Jean Pichette, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), François Brousseau (éditorialiste), Claude Les-Vigne; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cormier (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon, Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (comptes); La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslainne Côté, Marlene Côté, Christiane Lognault, Jacques A. Nadeau, Gaudine Ouellet, Micheline Riueland (publicitaires); Sylvie Laporté, Nathalie Lemieux, Claire Paquet, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Françoise Ouellet (secrétaires); LA PRODUCTION: Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bedard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zaida; SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Evelyn Labonté (responsable de la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Vonne; L'ADMINISTRATION: Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dupétille (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Nathalie Perrier, Danielle Panton, Danielle Ross; LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président), Roger Boissvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Rodéo impromptu



DAVID WOO ASSOCIATED PRESS

COMME dans le bon vieux temps, le shérif Ralph Clemons a attrapé un jeune taureau au lasso, jeudi, à Fort Worth, au Texas. Le taureau s'était enfui d'un train routier tombé à la renverse. Un agent a été légèrement blessé au cours de ce rodéo impromptu, mais sans plus.

EN BREF

Pas de sexe en campagne, conseille John Crosbie

Ottawa (PC) — L'ancien membre du cabinet fédéral John Crosbie estime que les chefs de parti devraient renoncer au sexe durant les campagnes électorales. Dans une autobiographie devant paraître sous peu, M. Crosbie affirme avoir été consterné d'apprendre que Kim Campbell, alors première ministre, avait été surprise par un responsable du Parti conservateur en train de flirter avec son nouveau petit ami russe dans le bus de la formation, entre Montréal et Ottawa, lors de la campagne de 1993. «Son rouge à lèvres était étalé et ses cheveux étaient décoiffés, écrit l'ex-ministre dans No Holds Barred. C'était évident qu'ils venaient de flirter.» M. Crosbie trouvait tout simplement incroyable que la dirigeante d'un parti trouve le temps de «faire la cour ou l'amour» en pleine campagne, alors qu'il y avait tant de discours à répéter, de documents à lire et de détails à régler. En fait, M. Crosbie semblait ne pas tellement apprécier Mme Campbell dont l'absence de souci du détail a, selon lui, contribué à la chute du PC, en 1993. Cette année-là, lors de la course à la direction du parti, il s'était d'ailleurs rangé derrière Jean Charest. De nombreux leaders politiques ont navré M. Crosbie tout au long de ses 30 années de vie politique, d'abord dans sa province natale de Terre-Neuve et plus tard aux Communes, à Ottawa. Le livre, que la maison d'édition McClelland and Stewart doit lancer en octobre, rappelle ses moments de stupéfaction et d'indignation. L'ancien ministre affirme notamment avoir été particulièrement choqué par les politiciens corrompus, les journalistes «paresseux» et arrêtés dans leurs opinions en poste à Ottawa, la multitude de gens «arrogants» et «ingrats» œuvrant dans la vie publique, les féministes «menaçantes» et sans humour tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parlement, et, enfin, les esclaves de la rectitude politique.

À LIRE LUNDI

L'Entrevue

Ses 95 ans ne l'empêchent pas d'arpenter le désert, encore et toujours, à la recherche du plus petit signe de vie. Théodore Monod, spécialiste des vastes mers de sable, arrive tout juste du Sahara. Toute sa vie, cet explorateur a parcouru à dos de chameau des contrées où même les animaux les plus endurcis n'osent s'aventurer. L'encyclopédie vivante se livre lundi dans L'Entrevue.



Théodore Monod



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique devoir@cam.org
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0858, Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

UMQ

«Nous ne sommes pas décontenancés par le nombre de propositions qui s'annoncent»

SUITE DE LA PAGE 1

transfert d'équipements gouvernementaux (Place des Arts et Grand Théâtre de Québec, par exemple) à l'abolition des en-lieu de taxes, ce qui ne contribue qu'à obscurcir la répartition de la facture, estime la CMDM.

«Il y aura toujours des gagnants et des perdants dans cette affaire, peu importe ce que l'on proposera», a expliqué hier Peter F. Trent, ajoutant que l'obtention d'un consensus autour d'une façon idéale et équitable de répartir la facture gouvernementale est impossible.

La solution retenue par la CMBM avantage évidemment toutes les villes de l'île de Montréal, en comparaison avec les propositions du gouvernement et de l'UMQ (cette dernière mettant de l'avant la répartition des 500 millions en fonction de la valeur foncière): à titre d'exemple, la ville de Westmount recevrait une note de 4 325 000 \$ avec le plan de l'UMQ, de 2 526 000 \$ avec le plan Trudel et de 953 000 \$ avec l'idée de la CMBM. Au sein des villes-centres, Montréal aussi bénéficierait de cette solution, contribuant pour 21 millions plutôt que pour 47 millions avec le plan de Québec.

«Je ne dis pas que notre proposition ralliera tout le monde, d'ailleurs je ne crois pas que ce soit possible de trouver un consensus autour d'un transfert comme celui-là», explique M. Trent. Mais Québec a toujours favorisé les villes rurales au détriment des villes urbaines, et

dernièrement l'UMQ elle-même a pris cette tendance. Je ne m'attends pas à ce qu'on applaudisse notre idée, mais je ne crois pas pour autant que mes citoyens devraient subventionner le choix des gens d'aller vivre à Boisbriand ou à Rosemère.»

Réunion cacophonique à l'horizon

Sur tous les fronts, hier, on se préparait à la réunion d'aujourd'hui à Montréal, à laquelle la très grande majorité ont promis de participer. Au «canevas de discussion» présenté d'entrée de jeu par le président de l'Union des municipalités, Mario Laframboise, on doit ajouter la proposition du gouvernement, bien sûr, celle du Regroupement des villes périphériques — dirigé par la mairesse de Sainte-Foy Andrée Boucher —, la position de la Table des maires et préfets des couronnes nord et sud de Montréal, le son de cloche des six villes-centres et, enfin, cette petite dernière de la Conférence des maires de la banlieue de Montréal. D'autres pourraient bien s'y ajouter dès aujourd'hui.

«Nous ne sommes pas décontenancés par le nombre de propositions qui s'annoncent, a-t-on expliqué hier au secrétaire de l'UMQ, en l'absence du président. Au contraire, c'est très sain, et nous avons nous-mêmes sollicité cet effort de réflexion de la part de nos membres.» On a prévu la tenue de cette assemblée à huis clos de 13h à 18h,

mais il se pourrait que l'on doive ajourner et reprendre à un autre moment, faute de temps.

Parmi toutes les revendications, querelles de clocher et autres doléances exprimées sous le couvert de l'équité, seul le mécontentement à l'endroit de cette sollicitation financière semble rallier les différentes factions. Pendant que les plus petites clament haut et fort qu'elles n'ont pas à payer pour les infrastructures des autres, les grandes villes invoquent le fait qu'elles sont déjà prises à la gorge et qu'elles ne peuvent aucunement songer à hausser les taxes.

De passage hier à Montréal dans le cadre de l'inauguration de la 33^e Finale des Jeux du Québec, le ministre des Affaires municipales a préféré ne pas commenter l'éclatement du monde municipal et les diverses propositions évoquées sur la place publique tant et aussi longtemps qu'un consensus n'aura pas été atteint.

«Mais ce n'est pas une proposition ex cathedra que nous avons faite là, a-t-il toutefois réitéré. J'ai toujours dit que j'étais disposé à entendre les idées et à discuter avec les regroupements concernés. Attendons de voir le résultat de la réunion de demain [aujourd'hui].» Le bureau du ministre Trudel a sollicité une rencontre pour la semaine prochaine avec les représentants de l'UMQ et de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec (UMRCQ).

TABOU

SUITE DE LA PAGE 1

sieurs premiers ministres des provinces anglophones. Ils savent que leur homologue québécois Lucien Bouchard veut tenir un autre référendum sur la souveraineté avant la fin du siècle, ce qu'ils voudraient éviter. Le problème, c'est que personne ne sait comment, et quand ils explorent des pistes de solution, ils ne font que mettre en évidence leurs divergences.

Les euphémismes sont donc de rigueur. On traitera d'unité, mais de façon détournée, lors des séances portant sur la réforme des programmes sociaux et le nouveau partage des pouvoirs entre le fédéral et les provinces.

«Sans être le centre de l'attention, le thème de l'unité sera une préoccupation que tout le monde aura à l'esprit», convient le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, le conservateur Patrick Binns.

Les provinces sont face à un dilemme. Le fédéral et elles croient sincèrement que la redéfinition de l'union sociale canadienne et un nouveau partage administratif des pouvoirs sont parmi les meilleures façons de garder le pays uni. En même temps, les provinces ont été incapables, jusqu'à présent, de développer une position unanime sur ces questions, restant en général divisées entre riches et pauvres.

Ce clivage était particulièrement évident l'an dernier, à la conférence de Jasper, lorsqu'un document préparé pour le gouvernement ontarien, le rapport Courchesne, a fait surface. Ce dernier proposait de retirer les responsabilités sociales au fédéral pour les confier aux provinces. Sous la pression des provinces plus démunies, en particulier Terre-Neuve, l'Ontario a battu en retraite, mais Mike Harris n'a pas abandonné son idée. Après avoir sollicité l'avis des provinces, un appel auquel le Québec n'a pas répondu, il a reformulé le tout et une nouvelle proposition devrait être soumise à la réunion de St. Andrew's.

Le partage des pouvoirs est un sujet litigieux et délicat. On prévoit d'ailleurs des débats vigoureux à ce sujet, car l'Ontario et l'Alberta veulent profiter de la conférence pour insister sur la décentralisation des pouvoirs. Les provinces moins riches, comme les provinces atlantiques, sont sur leur garde.

«Il faut être prudent. Il faut s'assurer que toutes les régions du pays soient traitées équitablement, non seulement à court terme mais aussi à long terme. Une politique peut paraître avantageuse sur le coup mais poser des problèmes importants

à long terme», note M. Binns, avant de réitérer sa croyance en un gouvernement central fort.

«S'il y a un nouveau partage des pouvoirs, il va falloir s'assurer que le transfert financier soit fait de façon équitable et qu'il ne soit pas désavantageux à court ou à long terme pour une province ou région. Pour nous, il est très important de maintenir un gouvernement fédéral fort», renchérit Maurice Robichaud, porte-parole du premier ministre du Nouveau-Brunswick et hôte de la rencontre, Frank McKenna.

Pourtant, quand ce n'est pas entre elles, c'est avec Ottawa que les provinces ne s'entendent pas. Depuis au moins deux ans, elles soutiennent que le fédéral ne peut réduire de façon unilatérale ses transferts financiers pour les soins de santé et croire qu'il peut encore imposer les principes de la loi nationale sur la santé. Les premiers ministres veulent participer à leur interprétation. Ottawa ne veut rien savoir.

Sous l'œil amusé de Québec

À Québec, on observe le tout d'un œil amusé. Lucien Bouchard sera à St. Andrew's, mais pour parler d'économie. Il assistera aux autres discussions, mais pour veiller aux intérêts du Québec et pour s'assurer que les autres provinces ne se fassent pas d'illusions sur le point de vue souverainiste.

L'intérêt et la marge de manœuvre des premiers ministres provinciaux varient en fonction de l'état d'esprit de leur électorat. Ainsi, la notion de société distincte jouit encore de l'appui des provinces atlantiques mais est battue en brèche en Alberta et en Colombie-Britannique, deux provinces où les électeurs majoritairement réformistes l'associent à un statut particulier pour le Québec.

Le premier ministre colombien Glen Clark préfère, par conséquent, concentrer son attention sur le litige qui l'oppose aux États-Unis au sujet de la pêche au saumon plutôt que sur la question de l'unité nationale. «Cette question n'apparaît même pas sur nos écrans radars», rigole son porte-parole, Jean Woolf. Victoria s'en soucie quand même. A preuve, ce rapport commandé à l'ancien leader libéral Gordon Wilson et rendu public une semaine avant la conférence.

Malgré leur difficulté à s'entendre, les premiers ministres ont été appelés cette semaine à prendre l'initiative dans le dossier de l'unité nationale, en particulier par le Conseil canadien des chefs d'entreprise, les jeunes libéraux du Québec et le premier ministre Mike Harris.

Le CCCE a invité les premiers ministres à adopter une déclaration de principe afin de démontrer leur volonté d'agir. Cet appel comporte toutefois un risque important. Si les premiers ministres ne font rien, ils renforceront l'impression de beaucoup de Québécois que la volonté politique fait défaut dans le reste du pays.

LE FORESTIER

SUITE DE LA PAGE 1

s'inscrivent plutôt dans le cheminement d'un artiste au sommet de sa forme et de son art, qui a traversé 25 années en se renouvelant sans se compromettre, en affichant, malgré le gris, la jeunesse mélancolique d'un homme vert et pacifiste, qui reconnaît en Georges Brassens un artiste d'exception qui «restera populaire tant et aussi longtemps que sa langue sera compréhensible pour le public».

Seize ans après sa mort, Le Forestier peut toutefois témoigner que la «mauvaise réputation» du célèbre hérautais résiste au temps. Son spectacle aurait d'ailleurs ravivé la relation très particulière entre Brassens et le public, explique Le Forestier, qui raconte qu'on le chante par cœur au Liban, au Japon, en Allemagne: «Beaucoup de gens ont appris les français pour comprendre Brassens, comme beaucoup de Français ont appris l'anglais pour comprendre Dylan», dit-il.

Il faut néanmoins l'entendre entonner ces refrains pour comprendre la parenté artistique et spirituelle qui unit Le Forestier à l'auteur de La Chasse aux papillons: «Brassens, c'est une certaine idée de la perfection, une approche extrêmement classique, dépourvue, qu'il a développée au maximum, toujours sur le fil du rasoir». Le Forestier poursuit: «Il disait que les chansons étaient faites pour être chantées, que la guitare même était superflue, que de tambouriner sur la table pouvait suffire. En comparaison, les chansons de Brel et Ferré étaient beaucoup plus dépendantes de l'interprétation». Le jeune quinquagénaire affiche lui aussi un répertoire marqué par des orchestrations simples, un langage poétique direct et sans fard, une pensée militante exprimée avec des bouquets de fleurs. Le Forestier se considère comme un héritier de Brassens, au même titre que la plupart de ses congénères Jonasz et Souchon. «Brassens est un repère», affirme par ailleurs celui qui, déjà en 1989 (sur l'album *Nu quelque part*), visitait la tombe du chanteur sétois: «La calme anonymat qui réside en ce lieu / Est celui que l'on voit chez les morts de banlieue / On chercherait l'extravagance. Mais ce sont les chansons de Georges Brassens que

Maxime Le Forestier chantera, jeudi, vendredi et samedi, à la Cinquième salle de la PdA. Avec pour seul partenaire de scène une guitare sèche, avec pour seul support un cahier contenant 75 chansons de Brassens, avec pour seuls amis le public venu l'applaudir, le spectacle s'annonce comme une communion du plaisir et de la spontanéité. Le public choisira les numéros au hasard, Le Forestier «poussera la tonne» correspondante: «Ça donne à chaque fois un spectacle différent», explique-t-il, précisant qu'à sa grande surprise, «on peut puiser partout dans l'œuvre de Brassens et toujours donner un spectacle cohérent; il est même souvent révélateur de coller deux chansons pour s'apercevoir de leur parenté», dit-il. Seul le hasard déterminera si *Brave Margot*, *Pauvre Martin* et *Les Amoureux des bancs publics* seront de la fête. On sait qu'en tous les cas, fête il y aura.

Notre petit questionnaire maison

■ Quel est le dernier disque que vous avez acheté? «Une œuvre pour 9 violoncelles de Jean-Louis Florenç.»
■ Qu'écoutez-vous présentement? «Pour des raisons professionnelles, j'écoute le prochain album de Sol en Si, qui est à l'étape du mixage.»
■ Quelle est la chanson de Brassens que vous préférez? «Je ne peux pas répondre, il y en a une pour chaque instant de la vie.»
■ Quel est votre hobby préféré? «Atteler Raymonde, ma nouvelle jument de trait, qui fait bien 50 kilos en trop.»
■ Quelle caractéristique avez-vous héritée de vos parents? «De mon père, la distraction.»
■ Si c'était à refaire? «Si je ne savais rien du show-business, je plongerais à nouveau.»
■ Êtes-vous retourné à San Francisco? «Oui, en 76. Ça avait déjà beaucoup changé.»
■ Votre frère vous manque-t-il encore? «Non, car j'en ai un, maintenant. Il a 25 ans, il s'appelle Jérôme, c'est le fils de mon père. Il vit en Angleterre et accepte depuis peu cette chanson, qu'il a longtemps perçue comme la négation de son existence.»

À CINQ ANS

SUITE DE LA PAGE 1

ligne sans m'arrêter. Ça fait une heure qu'on est dans sa chambre. Je voudrais lui dire que je l'aime. J'ai entendu ces mots-là chez les Vanier, cet après-midi. Je n'avais encore jamais vu ça de près des adultes qui s'embrassaient, encore moins qui disaient qu'ils s'aimaient. C'est monsieur Vanier qui a dit ça à madame Vanier en la prenant par la taille. Moi, j'attendais leurs enfants debout près de la porte de la cuisine. Monsieur Vanier venait de terminer la vaisselle. Il s'est retourné au moment où madame Vanier passait près de lui pour répondre au téléphone. Il l'a arrêtée, a passé son bras autour de la taille de madame Vanier et lui a dit je t'aime avec un grand sourire puis il l'a embrassée pendant que le téléphone continuait de sonner. Hubert est descendu en courant suivi de Jeanne. Hubert, il a douze ans. Jeanne, elle est en première année. C'est Hubert qui a répondu.

— Monsieur ou madame Vanier? Ils sont en train de faire l'amour. Voulez-vous rappeler plus tard?

Les Vanier, ce sont nos nouveaux voisins depuis un mois. Mes parents les trouvent bizarres.

Je regarde mon frère écrire. Je le trouve beau, surtout quand il a ses pantalons noirs et sa chemise blanche comme maintenant. Quand il sort, il met toujours un chapeau mou que mon grand-père lui a donné en cadeau pour ses quinze ans. Je me demande comment attirer son attention.

— Est-ce que je peux prendre une cigarette?

Mon frère s'arrête un instant, me regarde comme s'il me voyait pour la première fois. Il pousse le paquet vers moi. J'en prends une. Il frote une allumette. Je tire ma première bouffée sans m'étouffer. Il se remet à écrire en continuant de m'ignorer. Il croit peut-être que je ne comprends pas ce que ça veut dire, la mort. Mais je sais ce que c'est. J'ai passé très près, la fin de semaine dernière, au chalet des Vanier, mais je l'ai raconté à personne. C'était un secret entre moi, Jeanne et Hubert qui a voulu me montrer comment faire du canot. Jeanne avait décidé de nous suivre de la rive. Quand je me suis retrouvée à l'avant du canot avec ma rame, je me sentais très fière. J'étais jamais allée sur l'eau, jamais allée dans le bois. Mon frère et moi, on vit dans une banlieue pas loin de la grande ville où je ne suis jamais allée non plus. Mes parents voyagent pas beaucoup. Je découvrerais la nature en payant sur la rivière du Loup. Soudain, j'ai entendu un Hubert très méchant me crier:

— Envoyez! Force pas du nez maintenant. Rame!

Je me suis retournée d'un coup pour le traiter d'épais mais le canot a basculé à droite puis à gauche. J'ai eu peur. Il y avait beaucoup plus d'eau que tantôt. Sous le canot, j'ai senti la rivière s'énerver.

— Regarde en avant, rame des deux bords, faut que tu fasses le balan. Serai-je de ta rame pour éloigner le canot des roches. Envoyez, force pas des oreilles!

Au moment où je me suis retournée, j'ai reçu un gros paquet d'eau en pleine poitrine. Ça s'est corsé quand je me suis levée dans le canot pour frapper Hubert avec ma rame.

— Heille, assis-toi! Tu vas nous faire chavirer!

J'ai entendu Jeanne crier quelque chose puis je suis tombée dans un tourbillon de bulles. L'eau glacée est tout de suite rentrée dans ma bouche, dans mes oreilles, dans mon nez. La rivière était comme une main qui me tirait par mon nombril à toute vitesse et la minute après me poussait dans les reins. J'ai senti une brûlure sur une de mes jambes, je me suis retrouvée à genoux sur un fond rocheux, j'ai essayé de me relever mais j'ai été poussée à nouveau jusqu'à une grosse roche ronde que j'ai attrapée à la dernière minute et que j'ai entourée de mes bras. Mes pieds ne touchaient plus le fond. J'ai craché sur la roche pendant que l'eau tonnait et que mille chevaux passaient tout près de moi. J'ai grimpé un peu plus haut. Le soleil tapait dans mes cils mouillés. Je ne voyais rien. J'ai senti des piqûres de moustiques sur les bras. Je me suis raménée plus profondément dans l'eau et je me suis tordu le cou pour voir de l'autre côté. Il n'y avait plus ni canot, ni Hubert, ni Jeanne. J'étais seule. Les moustiques ont commencé à attaquer mes oreilles. Je ne sentais plus mes doigts et mes bras.

C'est là que j'ai entendu la voix de ma mère survoler la cime des arbres. Elle est arrivée sous la forme d'un faucon, s'est posée sur la plus haute branche d'une épinette et a sorti cette phrase que j'entends depuis toujours: «Je te l'avais dit!» puis j'ai vu ma mère s'envoler au-dessus de moi en lançant une dernière fois sa phrase: Je te l'avais dit, et je me suis mise à pleurer toute l'eau que j'avais avalée. Soudain, j'ai réalisé que je pouvais mourir. Quand Jeanne et Hubert sont réapparus sur la rive avec une immense branche d'arbre, mes bras et mes mains étaient sur le point de se séparer de la roche sans que je le veuille.

Je fume à côté de mon frère en faisant des vagues sur ma feuille. Depuis que je sais qu'il va mourir, je me demande comment lui dire que je l'aime. On a jamais utilisé ces mots-là chez nous. J'écrase ma cigarette et je me tourne vers lui. Il est toujours penché sur sa feuille. Je le trouve beau quand il laisse sa chemise blanche déboutonnée. Mon frère boutonne jamais ses chemises. Il étouffe. Je lui ai pas parlé de mon week-end chez les Vanier. On ne se parle pas dans la famille.

— Moi pis le grand Vanier, on a presque fait l'amour. On s'est approchés, proche, proche, mais on l'a pas fait.

— Tu sais même pas ce que c'est.

— Oui, je le sais. J'ai vu les parents d'Hubert et de Jeanne Vanier le faire.

Mon frère me regarde avec un sourire moqueur. Mon frère sourit jamais.

— Ah oui! Ils ont fait ça comment?

— Lève-toi, je vais te montrer.

Je grimpe sur ma chaise. Mon frère est debout face à moi.

— Passe ton bras autour de ma taille.

Il ne bouge pas. Je prends son bras et le pose sur mes reins. Ma mère crie que le souper est prêt.

— Maintenant, dis je t'aime!

Mon frère me regarde longtemps. Son visage change d'expression, devient dur. C'est son visage habituel. Ses sourcils ont toujours été froncés. Il est né avec les sourcils froncés comme s'il était pas content d'arriver au monde, a déjà dit mon père. Je lui annonce:

— Quand j'aurai vingt et un ans, je veux me marier avec toi.

Mon frère ne bouge pas. Sa lèvre inférieure se met à trembler. Ma mère crie d'une voix impatiente que le souper va être froid.

— Quand t'auras vingt-et-un ans, je...

Mon frère met ses deux bras autour de ma taille. Je pose mes lèvres sur les siennes en continuant de le regarder. Ma mère entre.

— Voyons, c'est quoi ces niaiseries-là?

— On est en train de faire l'amour, t'as pas le droit de nous déranger.

Ma mère claque la porte en criant quelque chose à mon père qui vient juste de rentrer. J'embrasse mon frère en fermant les yeux maintenant. Je sens les larmes de mon frère couler sur mes lèvres.

Quand j'aurai vingt-et-un ans, j'aurai connu la mort de près, j'aurai déjà fait l'amour depuis longtemps et j'aurai enterré mon premier amour.

11 août 1959. Mon frère m'a dit je t'aime sur ma bouche.